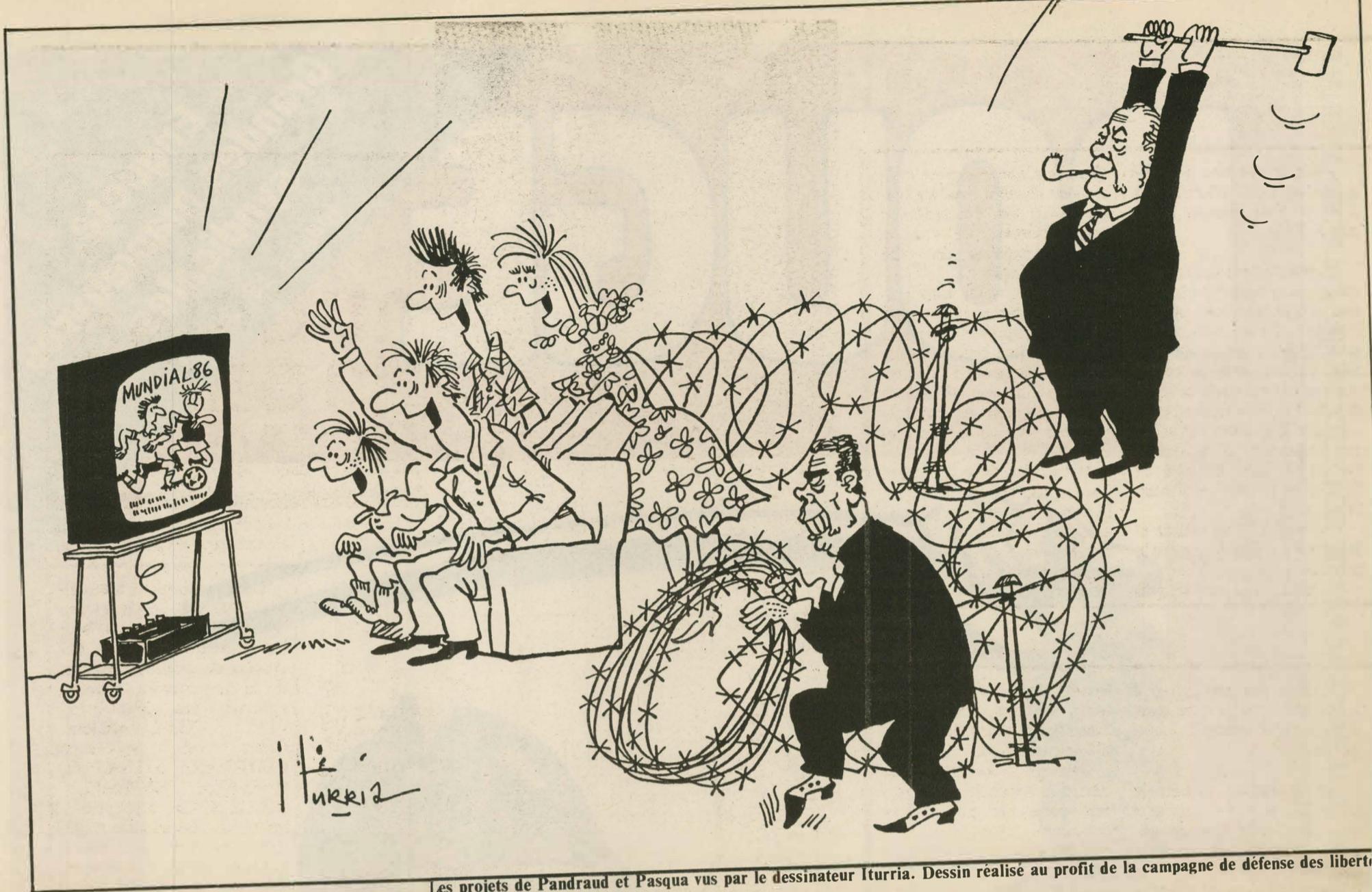


# ROUGE

**Enquête**  
**Grandes manœuvres**  
**syndicales**  
(pages 19, 20, 21)



**LIBERTES,**  
**VOS PAPIERS !**



Les projets de Pandraud et Pasqua vus par le dessinateur Iturria. Dessin réalisé au profit de la campagne de défense des libertés

□ Pouvez-vous dégager la philosophie générale des quatre projets de loi sur la sécurité du gouvernement ?

Gérard Boulanger — Il faut, d'entrée, signaler que ces quatre textes découlent, en droit fil, de la loi Peyrefitte dite Sécurité et Liberté, de 1981. Ils ont d'ailleurs vraisemblablement été rédigés par les mêmes personnes. Ils auraient très bien pu ne constituer qu'un seul texte, mais les rédacteurs ont préféré cette astuce technique de présentation.

Depuis cette époque, la pression des campagnes sécuritaires s'est accrue. Sous le septennat précédent, leur fonction était de rechercher un consensus, de trouver une cohésion sociale. A partir de mai 1981, elles ont servi à remettre en cause les partis de gauche au pouvoir.

Les projets de loi se présentent donc comme une pseudo-réponse à une situation qui se serait aggravée, tant du point de vue de la délinquance que du point de vue du terrorisme, ce qui reste totalement à démontrer au niveau factuel. Pour l'accréditer, on procède à un pilonnage médiatique, notamment par le canal de la presse Hersant, qui arrive à persuader une partie de l'opinion qu'il faut des mesures d'urgence.

Le deuxième aspect important concerne ce que j'appellerai le « triangle honteux de l'idéologie sécuritaire », c'est-à-dire, l'amalgame entre délinquance,

# Libertés, vos papiers !

*Le Parlement va, dans quelques jours, discuter des quatre projets de loi sur la sécurité. Face aux menaces véhiculées par ces textes, une trentaine d'organisations viennent d'appeler l'opinion à se mobiliser. Nous avons demandé à Gérard Boulanger, le président du Syndicat des avocats de France, d'analyser les dispositions gouvernementales et de faire le point sur la riposte.*

terrorisme et immigration. Là, quelque chose qui n'était que latent dans les projets antérieurs et que l'on retrouvait surtout dans les discours, devient à présent un amalgame complet, en particulier dans les dispositions concernant les étrangers.

La troisième caractéristique, c'est qu'on n'avait jamais été aussi loin dans la définition d'une politique plus répressive mais qui ne dit pas son nom. Et ce, en se servant de l'alibi anti-terroriste.

On s'éloigne d'une définition stricte de la norme de droit, des critères qui vont orienter une procédure et, finalement, on donne à la police le pouvoir

considérable d'orienter les affaires, au détriment de la justice. On peut ainsi prévoir des atteintes aux libertés, touchant aussi bien les individus que le mouvement social. Avec les contrôles d'identité, avec la criminalisation du refus de contrôle d'identité introduite par ces textes, on peut passer très facilement à la garde à vue, à la comparution immédiate en correctionnelle. On voit très bien ce que cela peut donner quand un gouvernement, quel qu'il soit, veut empêcher une manifestation qui le gêne. Cela nous semble très grave.

□ Les projets sur la sécurité comportent des dispositions

particulières vis-à-vis des étrangers qui, avec les projets de loi sur l'immigration que vient d'adopter le Conseil des ministres, constituent un arsenal redoutable. Comment pourrait-on les résumer ?

G. B. — Les projets sur la sécurité créent des obligations particulières en matière de contrôle d'identité pour les étrangers. Le climat général que l'on retrouve jusque dans les discours du Premier ministre qui, lui aussi, s'appuie sur le triangle honteux de l'idéologie sécuritaire, vont donner une légitimité au délit de faciès.

La liberté d'association pour

les étrangers risque même d'être remise en cause puisque, sous couvert de lutte contre le terrorisme — qui, rappelons-le, est une notion non définie et même indéfinissable juridiquement — on autorise le recours à des procédures d'exception comme la garde à vue de quatre jours ou les perquisitions sans l'assentiment des personnes concernées. Ce qui est nouveau et extrêmement grave.

Ces dispositions concernent tout le monde, mais les étrangers seront tout particulièrement visés. Le texte de loi permettra d'interdire à des organisations d'étrangers, qui relèvent pourtant de la loi de 1901, toute action de protestation contre ce qui se passe dans leur pays, si elles encouragent des actions terroristes dans leur propre pays. Si des Polonais ou des Chiliens, dans une revue, disent qu'ils sont partisans de la lutte armée dans leur pays, ils tomberont sous le coup de ce texte.

Il faut évidemment rapprocher ces dispositions des projets de loi sur le droit d'asile, sur le statut des étrangers, sur la possibilité d'expulsion directe par la police et non plus seulement de reconduite à la frontière, à la suite de décision de justice. Tout ceci constitue bel et bien un ensemble. D'où l'astuce de déposer des textes les uns après les autres, en fractionnant le problème.

□ Une disposition également inquiétante est celle de la

*Voilà ce qui peut arriver à n'importe lequel d'entre vous, à partir d'un exemple fourni par le SAF.*

Martine, votre collègue de travail, se sépare dans la douleur d'avec son ami qui est étranger. Ils se déchirent à propos de la garde de l'enfant. Egarée dans un conflit qui s'exaspère, votre collègue décide d'enlever l'enfant et de menacer le ministre des Affaires étrangères d'un double suicide, le sien et celui de l'enfant, si le ministre n'intervient pas.

Les médias s'en mêlent et le ministre n'apprécie guère le procédé.

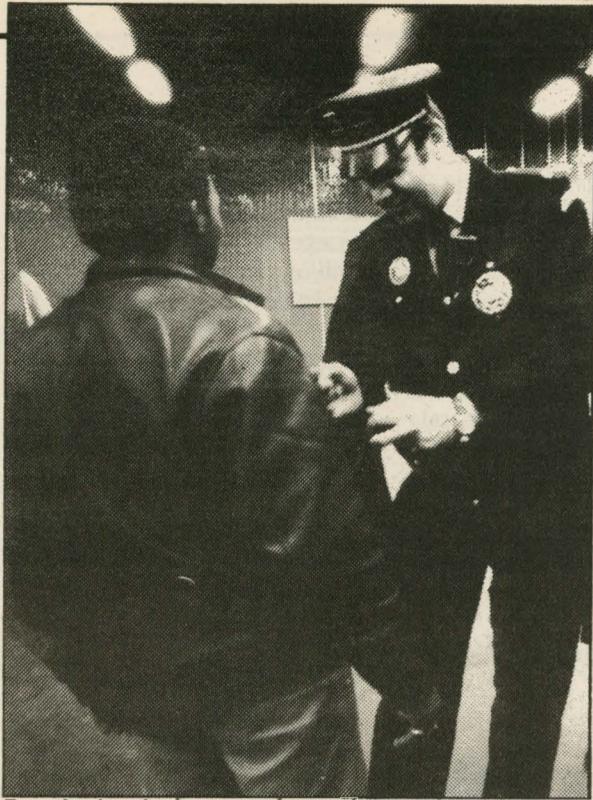
La police qui estime qu'il

s'agit là d'une entreprise individuelle visant à troubler l'ordre public par l'intimidation perquisitionne chez vous le jour du baptême de votre enfant. Pourquoi ?

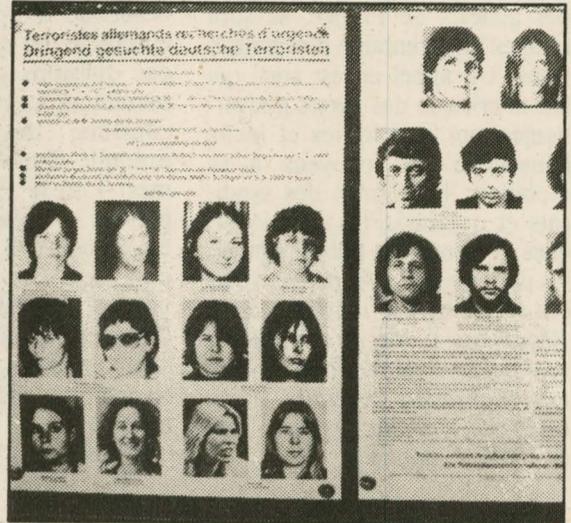
Vous aviez invité votre collègue au baptême et vos nom et adresse figuraient sur son agenda au jour précis où elle a décidé de passer à l'action.

La police n'a désormais plus besoin pour perquisitionner chez vous de votre assentiment.

Votre beau-frère qui a refusé de décliner son identité à la police lors de cette perquisition est emmené au poste et gardé à vue. Sachez-le, il peut ne réapparaître que dans quatre jours.



Pour les immigrés, une présomption d'« irrégularité » ?



La lutte contre le « terrorisme », un prétexte à de gigantesques chasses à l'homme.

*Voilà ce qui peut arriver à n'importe lequel d'entre vous, à partir d'un exemple fourni par le SAF.*

Au cours d'une enquête de police qui stagne depuis déjà trois mois, deux témoins, anciens toxicomanes, prétendent qu'un individu dont ils donnent le signalement leur a proposé de leur fournir de l'héroïne. Ils ajoutent que les rendez-vous ont été pris dans votre immeuble par le trafiquant pour la remise de la marchandise.

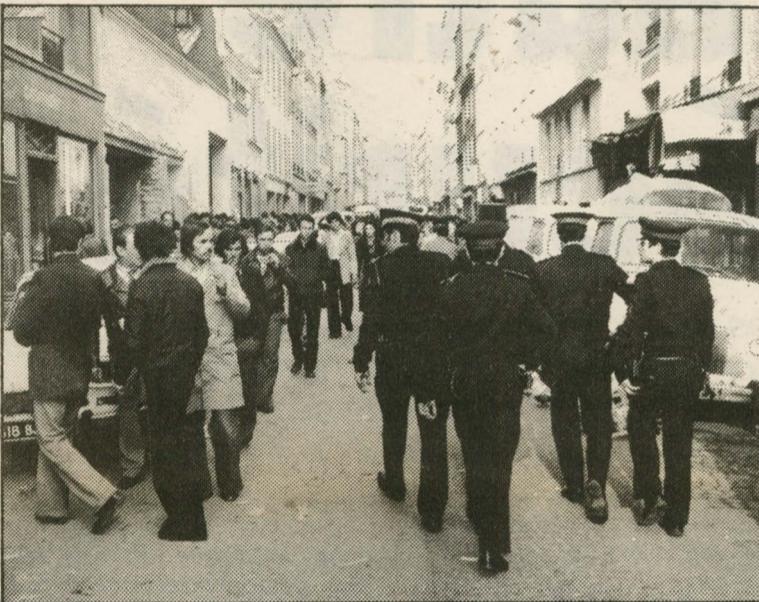
La police découvre votre fils seul dans votre appartement. Il correspond au signa-

lement donné. Quatre mois après les faits, les témoins disent reconnaître dans votre fils leur tentateur.

Renvoyé immédiatement devant le tribunal correctionnel, votre fils est jugé et condamné cinq jours après son arrestation, à deux ans de prison.

C'est dommage, vous étiez en vacances. Vous n'avez donc pu apporter la preuve qu'il était avec vous au moment des faits et vous n'avez pu contacter un avocat.

Avec un peu de chance, il sera relaxé en appel, après avoir fait deux mois de prison et perdu son emploi.



Les quartiers immigrés deviendront-ils des ghettos quadrillés en permanence ?

Les organisations ayant signé l'Appel à tous ceux que leurs libertés intéressent sont les suivantes : Syndicat des avocats de France, Syndicat de la magistrature, Syndicat national des journalistes, FEN, CGT-Chancellerie, Cours et tribunaux, CFDT-Justice, STES-CFDT, SNES-FEN, SNPES-FEN, MRAP, CAIF, PSU, LCR, les Verts, Association nationale des élus écologistes, Groupe multiprofessionnel des prisons, CFDT-Police parisienne, SNEPAP, FASTI, Socialisme et judaïsme, Maison des femmes de Paris, Collectif féministe contre le racisme, Confédération syndicale des familles, etc.

pour la riposte, c'est le climat de division et de sectarisme généralisé dans le mouvement démocratique. C'est d'une tristesse infinie quand on voit l'urgence des batailles nécessaires pour la défense des libertés.

Cela ne nous a pas empêchés

justice mais bien le contraire — la conclusion est claire : le parquet entérinera la plupart du temps.

Il faut donc s'attendre à très court terme à des explosions dans les prisons.

□ Ce tour d'horizon des principaux dangers de ces projets est impressionnant. Comment développer une riposte à la hauteur de ces attaques ?

G. B — Il existe une difficulté

comparution immédiate sans même critère de flagrant délit, aussi discutable que puisse être cette notion. Que prévoient les projets de loi sur la sécurité ?

tionnent — ce qui donne la nette impression que ce n'est pas la police qui est au service de la

G. B — On décidera au vu du dossier de police plus ou moins ficelé de passer les gens à toute vitesse en correctionnelle. La définition est suffisamment vague pour permettre de faire passer n'importe quel cas en gence. Les critères existant quelque-là ne sont pas forcément éveilleux mais la notion de gravité représentait un butoir. L'addition des différents textes fait disparaître et va permettre à la police d'envoyer qui elle décidera en correctionnelle comme elle le voudra. On ne peut pas tolérer une chose pareille.

Les défenseurs des projets ont dit qu'il demeure le contrôle des magistrats, du parquet, etc. Mais quand on sait comment cela se passe en réalité, quand on sait sur la base de cette pratique les parquets fonc-

La législation française va bientôt s'enrichir de dispositions dont la monstruosité finira par reléguer la loi Peyrefitte au rang d'une aimable plaisanterie. L'habileté de la droite aura consisté à désamorcer toute réaction en dissociant les différentes facettes de son programme liberticide : d'un côté, quatre textes sur la sécurité ; de l'autre, un projet sur les « étrangers ».

A bien y regarder, c'est pourtant un ensemble cohérent qui apparaît. Et à sa base, on retrouve une bien sinistre idéologie. Sous prétexte de lutte contre la délinquance et le terrorisme,

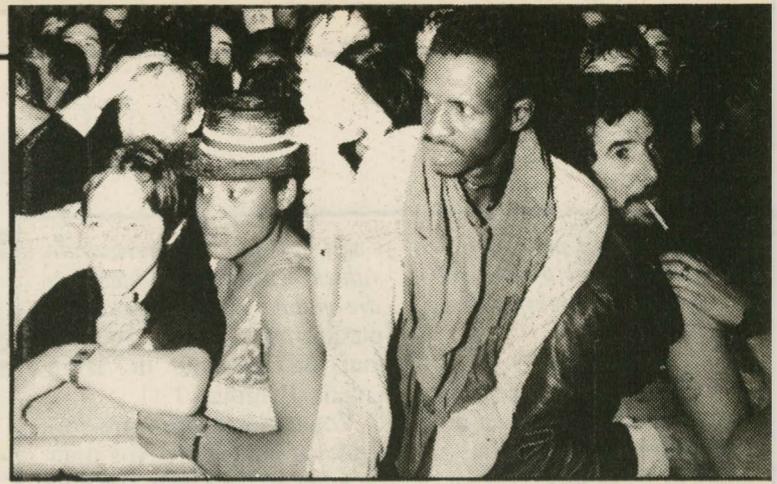
on renforce les pouvoirs de la police, on limite celui des juges, on restreint les droits de la défense, on aggrave la sanction carcérale — au point de se préparer à construire vingt à trente mille nouvelles places de prison — et on crée des procédures d'exception. Des contrôles d'identité devenus sans frein, des perquisitions menées sans contrôle, l'allongement de la garde à vue, le flagrant délit élevé au rang de procédure normale : tout citoyen deviendra demain un suspect en puissance. Le président du Syndicat des avocats de France le démontre ci-contre sans ambiguïté. Mais certains verront leur vie se

transformer en véritable enfer. Pasqua et Pandraud créent ainsi une sorte de « présomption d'irrégularité » à l'encontre de la population immigrée. Le droit d'asile, la liberté d'aller et venir se voient vidés de tout sens. Gare à celui qui a le teint basané. Il sera désormais sans défense face au pouvoir discrétionnaire de la police. Le Pen et ses amis peuvent se réjouir de voir ainsi le gouvernement « venir chasser sur leurs terres ». Raison de plus pour que tous ceux que leurs libertés préoccupent se mobilisent en toute hâte. Hélas, le PS, arguant de sa qualité de « parti de gouvernement » se refuse à

toute réaction globale. Le PCF se plaint dans son splendide isolement. Quant aux centrales ouvrières, elles s'abstiennent de prendre position. C'est dire l'importance de la réaction d'une trentaine d'organisations, d'origines les plus diverses, et dont la LCR s'honore d'être. Ce texte doit être massivement diffusé dans les entreprises et localités, et servir de base à la formation de collectifs unitaires. Comme ses signataires l'indiquent : « Ceux qui vivent en France valent mieux que la peur et la démission. »

Christian Picquet

## Contre la peur et la démission



La Bastille, le 14 juin...

Pour celui-ci, passionné par son quartier, « où l'insécurité n'est pas forcément pour ceux qu'on croit », « les migrants s'aperçoivent que la France n'est pas si bonne pour eux. L'hostilité grandit à leur égard et le travail n'est pas sûr. D'ailleurs, c'est le même problème chez les Français du quartier ». Et il explique les petits commerces, les petits ateliers, les artisans qui existaient avant et qui, peu à peu, disparaissent du quartier. Sans compter la fermeture des grandes entreprises de la périphérie, comme en Seine-Saint-Denis, la banlieue toute proche. Comment les habitants de la Goutte-d'Or — la plupart ouvriers — pourraient-ils d'ailleurs échapper à la triste réalité du chômage ? Mais, « sans travail, les risques d'expulsion sont bien plus nombreux », conclut le prêtre.

### Sans travail, les risques d'expulsion sont bien plus nombreux.

Cette situation n'empêche pas la Goutte-d'Or d'être animée. Ces rues sont un lieu de rendez-vous. Devant un café, sur le trottoir, rue Myrha, des Algériens se sont réunis, ils sont tous originaires du même village. Ils viennent de toute la région parisienne pour faire leurs courses.

Seul, dans Paris, ce quartier regroupe un bout de culture oubliée. Mais combien de temps cela durera-t-il ? Déjà, dans chaque rue, une grue est installée. La rénovation avance peu à peu, ilot après ilot.

« La rénovation renforce l'insécurité des habitants », explique un animateur de l'association Accueil et promotion. Avec elle l'arbitraire s'installe. Il y a une différence de prix de 40 % lorsqu'un immeuble est libre ou occupé s'il est vendu. Les propriétaires déclarent donc qu'il est vide quand ils vendent. Le résultat c'est qu'ils ne donnent pas de quittance les derniers mois. Quand la mairie de Paris arrive les locataires sont classés comme squatters et aucune proposition de logement ne leur est faite. Ce n'est qu'un exemple. Et dans les opérations de rénovation, les bavures d'un autre genre sont nombreuses. Ainsi, ceux qui louent dans un hôtel meublé depuis le 15 septembre 1983 n'ont aucun statut.

Peur des contrôles policiers, peur de perdre son emploi, peur de perdre son logement, peur de la haine des autres, l'accumulation devient vite insécurité pour tous les habitants de la Goutte-d'Or. L'insolence d'une société pour ses esclaves ? La preuve pour Ali, le footballeur du parvis de l'église Saint-Bruno, une affiche publicitaire, rue Stephen son : « Pince-moi, je rêve, une piscine pour moi ! »

Alain Gwenn

► d'agir. A l'initiative du Syndicat des avocats de France, se sont réunies une trentaine d'organisations. Un appel en est sorti qui fait la critique des textes gouvernementaux sécuritaires et incite l'ensemble des citoyens à se mobiliser, l'ensemble des syndicats et organisations démocratiques à protester publiquement, les parlementaires à ne pas voter ces textes et « le président de la République à user de son autorité morale pour éviter à la France une législation contraire à ses traditions d'attachement aux droits de l'homme ».

Il faut souligner la volonté de beaucoup d'organisations d'agir ensemble, en ne se souciant pas des divisions politiques, ce qui permet un front assez large. Il se constitue des collectifs, par exemple dans les Alpes maritimes — où le Parti socialiste est présent — à Bordeaux, où cela est en cours, à Nantes, Lille, où c'est déjà fait. Dans un certain nombre de villes, les grands syndicats et organisations politiques sont présents, à l'exception, semble-t-il, du Parti communiste.

Nous avons encore à décider,

avec les signataires, d'initiatives publiques, en particulier lors du passage de ces projets à l'Assemblée, vers le 23-24 juin. Il faut également travailler sur les textes des projets sur l'immigration qui suivent dans le droit fil. Car l'acharnement contre les étrangers est maintenant une composante bien ancrée de l'idéologie sécuritaire.

Propos recueillis par Jean-Jacques Laredo

# L'autre insécurité

On les accuse de tous les maux. Pasqua et Pandraud les assimilent au terrorisme et à la criminalité. Et pourtant, l'insécurité, les immigrés la vivent au quotidien. Un journaliste de « Rouge » l'a vérifié, dans le quartier de la Goutte-d'Or à Paris.

□ Devant l'église Saint-Bruno, au cœur de la Goutte-d'Or, le foot est roi. Les jeunes tapent le ballon. Malice du jeu des questions-réponses, l'interviewé devient l'intervieweur : « Il est bien le quartier ? » Mi-figue, mi-raisin : « Sympa ? » Ironique, il se répond lui-même : « Moi, il me plaît, je suis né ici. » Puis, rapidement, il élude les questions : « Le foot d'abord, d'accord ! » A la Goutte-d'Or, les habitants ont l'art d'éviter les questions.

La méfiance règne. Que ce soit ce père de famille qui re-

à chaque carrefour, à pied, en camionnette, en voiture banalisée, « ils » sont là.

Sur leur passage, des « les revoilà », des « toujours là » fusent. « Physiquement, on le sent », explique un animateur du club de prévention, l'ADCLJC, installé rue Léon. « La nuit, des rues entières sont bouclées par la brigade des stupés. La vie du quartier est bouleversée. » Les jeunes présents dans le local, cette fois, répondent : « Il y en a marre de se faire arrêter. Papiers, papiers, papiers, ils ne savent dire

que ça. » Pourquoi sont-ils là, d'après eux ? « Les dealers, la came, la drogue. Et puis nos têtes. Hein, tu nous comprends. »

« Dire qu'il n'y a pas de drogue, ni de prostitution serait faux, mais il y en a toujours eu », reprend le marchand de fruits de Barbès. Or, depuis trois mois, « les contrôles sont plus réguliers, plus durs, plus musclés ». Résultat : « Les gens ont peur, ils n'ont plus confiance. Surtout les jeunes. » « Et les sans-papiers se terrent », rajoute plus tard le curé de la paroisse.

Peur des contrôles, de perdre son emploi, son logement, peur de la haine des autres.

## 200 000 potes à la Bastille

Le succès du rassemblement-concert de SOS-Racisme, le 14 juin, démontre qu'il est possible de faire échec à l'offensive anti-immigrés de la droite.

garde sa petite fille jouer dans le square Saint-Bruno, que ce soit ce boucher dans sa boutique, les mêmes réponses reviennent, « je ne sais pas », « je ne suis pas du quartier », ou alors plus directe, « pas de question ».

« Normal, me répond un marchand de fruits au métro Barbès, régulièrement, ils font le nettoyage. » « Ils », c'est la police pour les uns, les flics, les « queufs » pour les autres. « Tout le monde s'attend à une rafle », poursuit-il. Ce sentiment paraît exagéré. Pourtant, dans les rues,

□ N'en déplaise à Le Pen, Pandraud, Chirac et consorts, la jeunesse est décidément hostile au racisme et tient à affirmer sa volonté de construire une société multicolore et de renvoyer la ségrégation au musée des horreurs.

Ils étaient ainsi des dizaines de milliers, le 14 juin, à l'appel de SOS-Racisme, place de la Bastille, Blacks, Blancs, Beurs mélangés, jeunes et moins jeunes unis pour exprimer la nécessité urgente de poursuivre le combat, trois mois à peine après l'arrivée

de la droite au pouvoir et l'entrée fracassante du Front national au Parlement.

Nul doute en effet que la présence d'un public si nombreux ne tenait pas à la prestation en play-back des vedettes du hit-parade et encore moins à l'envahissant et détestable parainage de la « Cinq » copieusement sifflée, à chaque coup de pub. Au contraire, les manifestations bruyantes applaudissaient les déclarations de Bedos : « Ça commence par une fête, ça se termine par une rafle », celles

d'Indochine fustigeant Le Pen, le geste de Goldman refusant de se faire enregistrer par la « Cinq », etc. De la même manière, la prise de parole de Philippe Darriulat, le président de l'UNEF, témoignait de la situation en Afrique du Sud, celle de Medhi Lallaoui sur les lois racistes du gouvernement, ou celle du Mouvement anti-apartheid furent accueillies chaleureusement.

La volonté des dizaines de milliers d'antiracistes qui se sont mobilisés ce 14 juin, grâce à l'initiative de SOS-Racisme, était

d'exprimer le maintien d'un rapport de forces face aux menaces que représentent l'actuel gouvernement, ses déclarations anti-immigrés et ses projets de loi. L'objectif, trop peu présent lors du concert, doit être à présent de transformer cette affirmation en force d'initiative et d'action permanente, dans l'unité la plus large.

Faire reculer la droite et bloquer son offensive anti-immigrés, c'est possible : le succès du 14 juin l'a démontré.

Hélène Viker

14 JUIN

## Combat d'hypocrites



Par son horreur quotidienne, l'interminable agonie de l'apartheid sud-africain finit par produire des effets au sein même de l'Hexagone. Depuis son retour aux affaires, la coalition RPR-UDF, aiguillonnée par la constellation lepéniste, n'a cessé de montrer sa bienveillance à l'égard de Pretoria. Rappelé par le gouvernement précédent, l'ambassadeur de France a été renvoyé sur place. Le comble du cynisme aura sans doute été atteint par Toubon qui, pour célébrer le dixième anniversaire de Soweto, n'a trouvé d'autres mots que : « *Ce n'est pas mes oignons.* » Ceux qui veulent, ici, soumettre les immigrés au plus complet arbitraire, ont pour les racistes sud-africains les yeux de Chimène.

Il faut toutefois l'hypocrisie d'un Fabius pour valoriser aujourd'hui sa propre action. Certes, l'ancien Premier ministre alla bien manifester spectaculairement devant la représentation sud-africaine. Mais il se garda bien d'adopter des mesures véritablement efficaces contre Pretoria. Ainsi, le gel des investissements ne porta nul ombrage aux transactions commerciales entre les deux pays. Malhuret, le sous-ministre chargé des droits de l'homme, a beau jeu, à présent, de qualifier Fabius de « *menteur, d'hypocrite et d'amnésique* ».

Cette polémique vient opportunément nous rappeler que la France est le cinquième partenaire commercial de l'Afrique du Sud. De nombreuses firmes, parmi les plus importantes, y disposent de marchés juteux. Renault y occupe par exemple un peu plus de 5 % du marché automobile. Framatome, Alstom et Spie-Batignolles y concourent à la réalisation du programme électro-nucléaire. Quant aux banques, toutes nationalisées, elles ont depuis 1982 conclu plus de vingt prêts, pour une valeur dépassant le milliard de dollars. On comprend que tous ces gens n'aient aucun intérêt à sacrifier un si fructueux négoce au combat de quelque vingt-quatre millions de Noirs miséreux qui demandent justice. Thatcher n'est donc pas la seule, au sein de la CEE, à se rendre complice des bourreaux.

15 JUIN

## Oui, un frémissement !



Frémissement. Tel est le terme dont nous avons usé, dans ces colonnes, pour caractériser les modifications de la situation française. L'expérience nous a donné raison. Il ne se passe en effet pas de semaine sans que se manifeste une volonté de ne plus subir passivement les coups des possédants et de la droite au pouvoir. Bien sûr, les aspirations à partir desquelles s'opère cette remobilisation s'avèrent multiples. Les revendications ne trouvent pas spontanément de dénominateur commun. Dans le climat moite et incertain de la cohabitation, du fait d'un mouvement ouvrier plus divisé que jamais, aucun débouché politique n'apparaît. Il n'en demeure pas moins que des franges sans cesse plus larges du mouvement populaire retrouvent lentement le chemin des luttes.

Ils étaient au moins deux cent mille, le 14 juin, au concert-carnaval de SOS-Racisme. Quels qu'aient été les effets négatifs de la sponsorisation du rassemblement par de grands groupes privés, quelle qu'ait été la modération des organisateurs à l'égard des projets législatifs du ministère de l'Intérieur, l'immense majorité des participants exprimait une unique volonté : faire échec à la politique ségrégative et liberticide du gouvernement.

Le lendemain, c'est par dizaines de milliers que

l'Appel des cent rassembla les partisans de la paix, au bois de Vincennes. Là encore, l'absence d'unité des forces concernées, ou le refus des initiateurs d'incriminer l'armement nucléaire tricolore limitèrent l'impact de la démonstration. Pourtant, comment ne pas voir dans l'immense foule rassemblée, l'expression d'une conscience des dangers de guerre que la crise du système fait peser sur la planète ?

Presque au même moment, quinze mille personnes se rassemblaient à Cattenom, contre la prochaine mise en service de la plus grande centrale atomique d'Europe. Le gros des manifestants était certes constitué de délégations allemandes, belges et luxembourgeoises. Mais ils étaient tout de même des centaines à s'être mobilisés dans l'est du pays. Un signe évident de la réactivation d'un mouvement antinucléaire en France.

Il n'est aujourd'hui pas d'objectif plus urgent que d'œuvrer à l'action de masse la plus large et la plus unitaire, sur l'ensemble des terrains où se déploie l'offensive de la réaction. La tâche ne sera pas aisée, au terme d'années d'inertie et d'échecs. Tout démontre cependant qu'il devient possible de reconstruire un rapport de forces favorable.

16 JUIN

## Trois mois déjà



Voilà trois mois que Mitterrand et Chirac coexistent au sommet de l'Etat et un système bien huilé apparaît à présent sous nos yeux. La majorité multiplie les provocations et il n'existe pas un secteur qui ne soit touché ou menacé. Mais l'élu du 10 mai ne dit rien. Tout au plus, à l'issue de chaque Conseil des ministres, laisse-t-il filtrer une petite phrase marquant ses distances avec les gouvernants. Il n'exprime de véritable opposition que lorsque Chirac tente de grignoter des prérogatives constitutionnelles, notamment dans le domaine diplomatique.

Le dispositif élyséen n'est évidemment pas dépourvu d'arrière-pensées. Il ne s'agit cependant que de prendre date, en vue de la prochaine échéance électorale. Roland Dumas dissimule à grand-peine ce dessein quand il indique : « *Le président de la République a délibérément choisi de laisser le libre jeu des institutions, c'est-à-dire de se tenir dans son rôle et de laisser le gouvernement gouverner.* » En clair, on laisse d'un côté une droite déchirée s'user en appliquant sa politique de régression sociale et, de l'autre, on renforce l'image d'arbitre dont le chef de l'Etat espère tirer le meilleur profit électoral. « *Je me sens investi, dit-il, de la mission supérieure et inaliénable, celle qui consiste à veiller sur les libertés.* »

On l'aura compris, cette tactique a pour implication majeure de décourager toute velléité d'affrontement politique central. Ce qui conduit tout à la fois Mitterrand à ne prendre aucun engagement sur la signature des ordonnances chiraquiennes et à désavouer implicitement ses anciens camarades de parti, quand ils le poussent prématurément à se porter candidat à sa propre succession. A Mont-de-Marsan, le 14 juin, il s'exclamait : « *On me jette dans la mêlée alors que je suis très bien sur la ligne des spectateurs. Je ne suis même pas remplaçant.* » Ces jeux florentins feront sans doute l'admiration des commentateurs. Certainement pas celle du monde du travail.

Christian Picquet

# PARIS, DEUX FOIS PLUS GROS

*Un premier souffle pour des rassemblements futurs qui devront être beaucoup plus profonds.*

Plus de vingt mille manifestants sans doute. Comparée à celles de ces dernières années, la manifestation du 17 juin à Paris est sans conteste la plus importante. Le double au moins des cortèges appelés par la CGT seule, avant le 16 mars dernier. Les agents communaux et les fonctionnaires territoriaux de Paris et de la région forment toujours le gros du cortège cégétiste, mais là encore leurs rangs sont indiscutablement plus nombreux, plus serrés. Comme si la journée du 17 avait « mobilisé » plus que d'habitude, sur leur lieu de travail.

De petits cortèges d'hospitaliers, où certaines blouses blanches portent un badge CFDT... remarqué, précèdent les rangs des travailleurs des PTT, les manifestants les plus dynamiques. Les menaces de privatisation rassemblent visiblement les énergies chez les postaux. Le souvenir de la grève d'un mois en 1974, contre le gouvernement Chirac, justement, demeure.

Les postiers sont aussi

les animateurs du petit cortège CFDT qui ferme les rangs de la manif. Soigneusement tenus à l'écart des autres manifestants par le service d'ordre de la CGT, les manifestants CFDT ont néanmoins une sacrée pêche. Un groupe de percussionnistes aux couleurs mixtes, et des deux sexes... rythme la manif d'un refrain étiré : « Longuet t'auras pas les PTT », dont les manifestants auront du mal à se passer, lors de la dispersion.

Les slogans pour la défense de la fonction publique s'entrecroisent, dans le cortège CGT, avec des mots d'ordre politiques plus carrés : « Hier c'était Fabius, aujourd'hui c'est Chirac, les patrons s'enrichissent et les fonctionnaires raquent ». Le traditionnel « Union, action avec la CGT » se heurte, lui, en fin de parcours, avec les slogans cédétistes appelant à « la mobilisation et à l'unité d'action ».

« Ceci n'est qu'un premier rassemblement, il faudra être deux fois, trois fois plus nombreux et mobilisés, pour les prochaines actions », conclut un responsable de la région parisienne CFDT,

à la fin du défilé. C'est en effet à cette mesure qu'il faut juger la journée du 17. Et, de ce point de vue, les médias, le 17 au soir et le 18 au matin, tiraient trop vite le bilan d'« échec » de la journée des fonctionnaires. Ils s'attendaient sans doute aux manifestations les plus massives qui soient, après avoir « ausculté » pendant des années le crépuscule « inévitable » des mobilisations syndicales traditionnelles.

Reste évidemment que nous sommes loin du compte s'il s'agit d'empêcher ce gouvernement de sévir, de faire avancer les revendications des fonctionnaires. La division

acharnée et maintenue entre les organisations syndicales a encore produit des ravages. Elle laissait d'ailleurs rêver le ministre de la Fonction publique lui-même, qui remarquait que « si la CGT appelait à la grève, les autres syndicats n'appelaient qu'à une journée d'action ».

Dans la plupart des grandes villes de province, les manifestations se tenaient en alternance : le matin pour la CGT et l'après-midi pour la CFDT, sur le même parcours en ce qui concerne Nantes, dans l'ordre inverse à Lille. Dans ce dernier cas, les militants cégétistes unitaires ont été passablement étonnés de la véritable

« trouille » qu'affichaient leurs dirigeants à l'égard des positions d'unité de la CFDT locale.

Dans l'ensemble de la fonction publique, l'absence totale de consigne unitaire, si ce n'est de consigne tout court des directions syndicales, restait le meilleur frein qui soit à l'action et à la mobilisation. Toutes ces réserves faites, le ministre de Charette a eu tort de confondre la journée du 17 avec « des mouvements d'humeur ». Contrairement à ses pronostics, il risque de constater à la rentrée de septembre que c'est bel et bien « le climat social [qui] s'est dégradé ».

Michel Morel

Des manifestations qui témoignent d'un frémissement certain.

## MOBILISATIONS

# LA SUITE DANS LES IDEES

*La bataille pour l'unité reste le premier des soucis pour l'action.*

On ne peut évidemment en rester là. Les grèves des travailleurs de la SNCF et de la RATP, unitaires et massives, comme la journée du 17 juin, appellent des « lendemains ». Mais comment continuer ?

La journée du 17 juin est un modèle de désorganisation syndicale à ne pas répéter. Les états-majors confédéraux, contraints de faire quelque chose tous en même temps, ont tout fait... pour ne rien faire ensemble. Ce qui conduit parfois jusqu'au bout du ridicule ! La direction Krasucki enjoignant par écrit les instances de la CGT de ne rien faire avec la CFDT, tandis que la direction Maire insistait lourdement auprès des instances de la CFDT pour qu'elles ne fassent rien avec la CGT... Vêridique. Quelle unité d'action !

Inutile de sous-estimer les obstacles pour aller plus loin. Les directions confédérales qui ont organisé les défaites sous la gauche avec la méthode du « laisser faire » ne se sont pas améliorées la droite revenue au gouvernement.

La CGT a dû admettre à contre-cœur la présence de la région parisienne CFDT à la manifestation du 17, tandis que l'union des fonctionnaires CFDT proposait au même moment l'organisation de rencontres avec les associations d'usagers... et que Force ouvrière convoquait ses militants à un meeting l'après-midi à la Bourse du travail.

La première des conditions pour que les mouvements du mois de juin aient une suite reste bien la bataille pour l'unité d'action syndicale. Celle-ci ne tombera pas du ciel rendu orange par les coups d'éclat des Chirac, Balladur et autres de Charette. Elle reste le souci permanent des militants lutte de classe.

« Pour quoi faire ? » La question ne risque pas de nous arrêter longtemps. Que cela soit sur la question des salaires, ou de l'emploi, il y a de quoi réagir et mobiliser contre la politique en cours dans les établissements de la fonction publique, comme dans les entreprises du privé. La rentrée de septembre le démontrera à fortiori au fur et à mesure

que se profile un budget de régression sociale encore plus salé que tout ce qui s'est fait jusqu'à présent.

Tout y est prévu pour que les travailleurs en paient les frais intégraux : les restrictions de crédit qui signifient de nouvelles pertes d'emplois, le rabotage de la protection sociale, et les grandes largesses pour diminuer les impôts des riches tandis que les « moins riches » et les pauvres seront appelés à se serrer la ceinture à nouveau.

Les premiers mouvements du mois de juin n'ont de sens que mis en perspective. Afin qu'ils s'enracinent dans les milieux de travail et convergent vers une riposte commune contre la politique du gouvernement. Dans l'unité. Les militants révolutionnaires dans leurs syndicats ne se priveront pas de le dire, de l'écrire et de le faire savoir.

Acharnement ? C'est sûr. Tout comme il est indispensable et important de ne pas rater les marches des récentes mobilisations. Avant de sortir du mois de juin...

M. M.



# UNE TELE TROP LIBRE ?

Depuis le 16 mars, les attaques du pouvoir contre le service public de l'audiovisuel prennent, en Corse, la forme d'une remise en cause du travail des journalistes du bureau régional de FR 3. Sampiero Sanguinetti, leur rédacteur en chef, fait pour nous le point sur la situation.

□ Dans le Point du 19 mai, Léotard accusait FR 3-Corse et dénonçait des journalistes comme jouant contre la France, au profit de puissances étrangères. C'est le moment de revenir sur l'étrange situation de l'information dans l'île...

Sampiero Sanguinetti — Il est à noter qu'avant 1981, tous les journalistes de FR 3 en Corse et le Syndicat national des journalistes avaient, à de très nombreuses reprises, très violemment protesté contre la censure, les reportages interdits d'antenne, l'interdiction de couvrir les procès des nationalistes à Paris.

En 1982 fut créé le journal télévisé quotidien de FR 3-Corse (« Corsica Sera »). Depuis les attaques politiques se sont développées et la tension n'a cessé d'augmenter avec les élus. Un premier rapport, qui ne nous a pas été communiqué, a été établi à la demande du conseil général de Haute-

Corse, critiquant les répartitions de temps d'antenne. Ensuite vint au Sénat le rapport Masson sur le terrorisme. Il accusait FR 3 d'être le principal soutien du FLNC dans l'île, et annonçait de fait le suivant, c'est-à-dire le fameux rapport Pasqua, élaboré lui aussi au Sénat, en commun avec le PS et l'UDF.

Parallèlement, quarante-cinq saisies de justice ont été opérées sur des journaux depuis 1982. En 1984, deux reportages ont été saisis avant diffusion ; les autres saisies ont eu lieu après diffusion. Un tel nombre correspond à une très forte pression. J'ai été moi-même trois fois inculpé. Jusqu'à ce jour, aucune de ces inculpations n'a amené à une condamnation.

Dans le même sens, de très fortes pressions ont amené, en 1983, à la fermeture du bureau de l'AFP et au rapatriement de ce dernier à Lyon. Cette équipe avait, un peu comme nous, la volonté de mener une

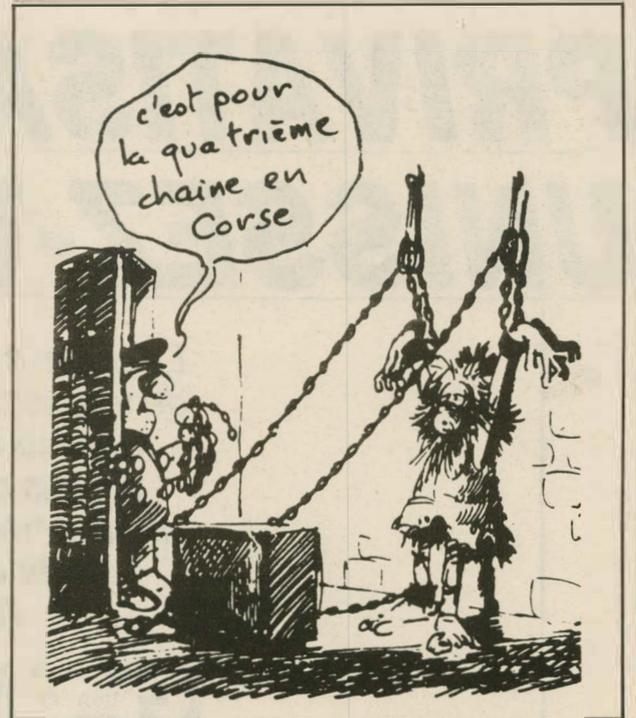
information sérieuse et ouverte...

□ Depuis cinq ans, vous cherchez à faire de la station un lieu de reportages, de dossiers, d'échange. Où en est votre action ?

S. S. — Notre règle est l'information la plus large et surtout le respect des faits. Dans notre magazine mensuel, « Confrunti », nous voulons rompre avec la conception habituelle du débat télévisé. Nous mettons, nous, un ou des hommes politiques face à des syndicats, des associations.

Comment travaillons-nous ? Nous répondons systématiquement aux sollicitations, que ce soit, dans un village, des gens qui connaissent des problèmes avec les PTT ou, dans des immeubles, ceux qui par exemple, s'affrontent aux syndicats, etc.

Nous prenons en compte la langue corse sur toutes les questions. Il y a beaucoup de gens qui, naturel-



lement, s'expriment en corse, qui est pour eux un véhicule quotidien pour l'économie, le sport... et tout le reste. Il est normal qu'il en soit de même dans le journal. Nous ne voulons pas cantonner la langue dans un magazine « culturel ».

□ Que cherche, à votre avis, le gouvernement et quels moyens pensez-vous mettre en œuvre pour que ne disparaisse pas l'acquis de votre travail ?

S. S. — Pour nous, le premier danger consiste dans l'accélération des attaques due au refus d'une forme de confrontation que les hommes politiques n'ont pas l'habitude de rencontrer sur les antennes. Cela pourrait déboucher sur une censure qui frapperait l'expression sur l'antenne des syndicats, des associations ou des partis minoritaires. Là, l'avenir du journal serait directement menacé.

Une autre attaque pour-

rait consister à utiliser la langue corse avec la volonté de l'enfermer, et avec elle ceux qui l'utilisent, dans un ghetto. Cela signifierait une baisse radicale du taux d'écoute, très important à l'heure actuelle.

La troisième menace, évidemment, c'est la privatisation. Dans une île de 240 000 habitants, où le marché économique est très faible, un instrument comme le nôtre ne survivrait pas.

Dans tous les cas, cela imposerait automatiquement un alignement du journal sur les critères commerciaux, rejetant automatiquement l'ouverture aux consommateurs, syndicats, associations et partis minoritaires, et sans doute aussi, l'utilisation de la langue corse, la publicité exigeant l'uniformisation sur des schémas stéréotypés.

Même si cela est utopique, seuls les téléspectateurs pourraient sauver la conception actuelle du journal. Partout, nous rencontrons des messages de sympathie, énormément de soutien des associations, syndicats. Les personnels de FR 3 font circuler une motion qui est signée par beaucoup de gens. Des enseignants la reprennent dans des écoles entières...

Pas une seule télé privée n'aura intérêt à dépenser des sommes importantes pour l'acheminement de l'image. La desserte de l'île est déjà très mauvaise, avec un service public qui dépense énormément pour cela. Si, dans un an TF 1 est privatisée, la recevra-t-on encore ? A moins que, par le biais de l'Assemblée régionale, les Corses paient une subvention. Triste lot pour une population déjà largement défavorisée.

Propos recueillis par Laurent Carasso

L'enterrement de Stefanu Cardi en janvier 1984. Ce fut l'un des reportages interdits par le pouvoir.



# PRIVATISABLES, UNISSEZ-VOUS !

*La grève du 20 juin des chaînes de télévision devra permettre de reprendre l'initiative face aux projets de Léotard. Mais le mouvement doit s'organiser et sortir du seul cadre de l'audiovisuel.*

**G**âce à la privatisation de TF1, les PTT connaissent un début de démantèlement dont l'ampleur n'est encore qu'esquissée par le projet de loi Léotard.

La Direction générale des télécommunications se voit retirer le monopole de l'autorisation d'établissement et d'utilisation des installations autres que celles de l'Etat. Demain, la Commission nationale de la communication et des libertés recueillera un énorme pouvoir, puisqu'elle distribuera les fréquences radio et télé, accordera les autorisations d'exploitation des réseaux câblés, et nommera

en même temps les PDG des chaînes de radio et de télévision.

Cette CNCL possèdera également une capacité d'intervention dans la répartition de la publicité, et se vouera à la régulation de la concurrence sur l'ensemble du territoire. La structure de Léotard représentera donc la machine de guerre de la privatisation.

## **Machine de guerre**

Pour bien se faire comprendre, et pour mieux encore manifester ses intentions belliqueuses à l'intention du service public, Léotard

balaie les concessions d'exploitation octroyées à la Cinq et à TV6. Il s'agit bien de casser le service public de télévision. Donc, la cible c'est TF1. Et avec elle, la société de diffusion, TDF, et la société de production, la SFP.

Le ministre du « mieux-disant culturel » apparaît comme la pâle réplique de madame Thatcher, en s'en prenant à la fois aux PTT et à la télévision nationale. L'axe PTT-TF1 a bien été compris par le personnel des chaînes de télé, et par ceux de TDF et de la SFP. Dans beaucoup de stations régionales de FR3, la jonction s'est opérée entre ces

secteurs par le biais des intersyndicales.

Parmi les syndicalistes de l'ex-ORTF, l'idée d'un mouvement unitaire des privatisables voit le jour, car chacun sait que la télé n'est qu'un premier test dans la volonté de démantèlement général affichée par Chirac.

## **Reprendre l'initiative**

C'est dans cet esprit que l'intersyndicale des sociétés de télévision appelle à la grève, le 20 juin. Non seulement pour reprendre l'initiative, mais également pour exprimer l'intention de faire reposer la riposte sur le personnel lui-même. Du temps a néanmoins été perdu, depuis la manifestation de la tour Eiffel. Le collectif La télé est à vous représente désormais une intention claire, celle de « médiatiser » la riposte, d'en faire la chose d'une opinion diffuse plutôt que l'objectif d'un mouvement uni et organisé par le per-

sonnel lui-même. La volonté de singer SOS-racisme, la nomination d'un porte-parole issu de quelque obscure officine élyséenne jettent une ombre épaisse sur l'initiative du 28 juin, qui risque dès lors de connaître des limites encore plus grandes que le rassemblement du 7 juin.

Alors, que faire ? Donner vie, conférer une force matérielle à la perspective d'un mouvement unitaire des privatisables. Les plus combattifs des personnels de télévision sont prêts à se rendre là où la privatisation menace — dans les télécoms, à la Thomson, à ELF, etc. — pour organiser la jonction concrète, ne serait-ce qu'au niveau syndical.

La grève du 20 juin, l'assemblée générale prévue ce jour-là à la Bourse du travail de Paris devraient propulser cet effort. Avant que le sable des vacances n'engloutisse les énergies disponibles.

Jean Lantier

## EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISE

# Combattons l'apartheid

Le régime d'apartheid de Botha, en Afrique du Sud, ne serait rien sans les complicités actives des pays industriels les plus riches. C'est grâce à ce soutien financier et industriel, aux échanges économiques avec les pays les plus riches, que le régime raciste survit encore.

## **Presque tout l'or du monde**

Dans les relations des grandes démocraties occidentales avec l'Afrique du Sud, il ne faut pas chercher la moindre morale, la moindre gêne dans l'aide apportée au racisme érigé en loi d'Etat.

L'Afrique du Sud possède un sous-sol aux richesses insolentes. L'or, d'abord, régit tout le système économique des importations et des exportations. Et puis le diamant, le manganèse, le platine, le vanadium, le chrome... Autant de matières premières stratégiques qui valent plus pour les gouvernants des USA ou d'Europe que la peau noire des mineurs qui extraient tout cela.

Alors, pensez si les grands Etats qui se gargarisent de leurs principes démocratiques les oublient rapidement, quand l'heure des achats d'or et de métaux précieux arrive.

En tête des échanges avec le régime raciste de Pretoria, la Communauté économique européenne, notamment l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne, la France. Et puis, loin derrière, les USA et le Japon.

A ce niveau de complicité et d'« échanges » économiques, le régime d'apartheid ne risque guère plus que quelques condamnations morales de la part des « démocraties ».

Tout le gratin des grandes firmes françaises se trouve représenté en Afrique du Sud. Ils en croquent tous, l'Air liquide, Merlin Gérin, Framatome, Alsthom-Atlantique, Roussel Uclaf, Renault, Peugeot, le Crédit lyonnais... Tous y vont de leurs capitaux, de leurs technologies. Quand le profit est roi, qu'importe pour ces messieurs la sauvagerie de l'exploitation.

## **Le mouvement ouvrier mène la lutte**

Face à cet édifice où les économies les plus riches et le marché sud-africain sont étroitement enchevêtrés, c'est un mouvement ouvrier, syndical, révolutionnaire, qui mène la lutte.

La réalité se situe bien loin des évêques mis en vedette par la télévision. Un puissant mouvement syndical, le COSATU, est né de la fusion de la plupart des grands syndicats ouvriers noirs. Cette force syndicale et politique dirige les combats contre l'apartheid, intimement liés à la lutte contre l'exploitation capitaliste.

Le système, c'est d'abord les emplois les plus qualifiés réservés aux Blancs. C'est, ensuite, des populations entières déportées, obligées de se soumettre au contrôle policier pour tout déplacement. Le système, c'est la division entre le statut des Noirs, des Indiens, des Blancs, entretenu par la force bestiale d'une formidable police.

C'est à ce système-là que se confronte le mouvement ouvrier, syndical et politique. La lutte contre l'apartheid, c'est celle d'une classe ouvrière dressée contre ses exploités. Leur combat est le nôtre.

**CAMP INTERNATIONAL  
DE JEUNES - CAMPEGGIO DELLA  
GIOVENTU INTERNAZIONALE -  
CAMPO DE JUVENTUD -  
INTERNATIONAL JUGENDLAGER -  
INTERNATIONAL YOUTH CAMP**

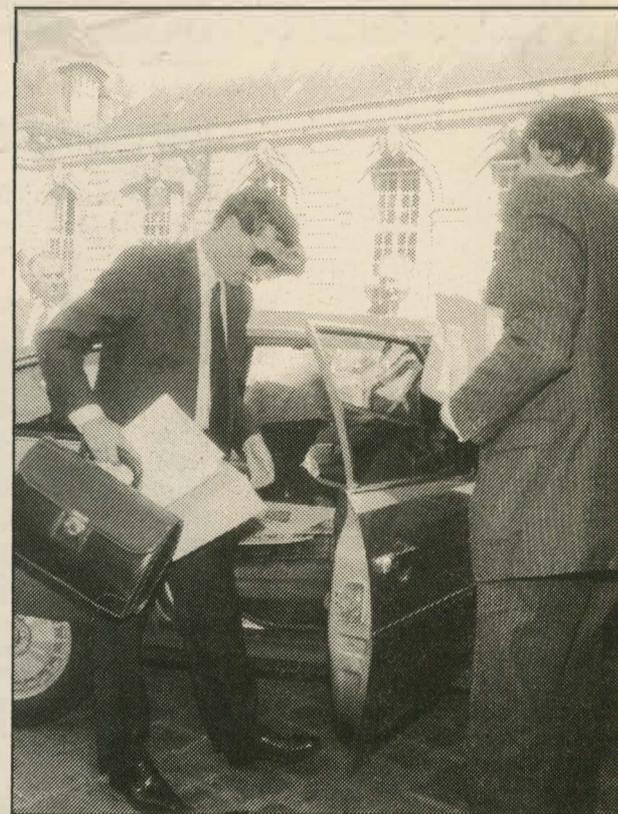
JCR  
9 rue de Tunis.  
75 011 Paris.



**Du 12 au 19 juillet - Corrèze**

Conditions d'inscription : 250 francs d'arrhes, à verser dès maintenant. Chèques à l'ordre de G. Créach et à envoyer aux JCR, 9, rue de Tunis, 75 011 Paris. Il restera 250 francs à payer lors de l'arrivée au camp.

Camp situé à Peyrrevalade (80 kilomètres de Limoges). Gares de Bugeat et Meymac. Venir avec tentes et duvet.



# DES ANTINUCLÉAIRES TETUS

*EDF, décidément en mal de site, veut implanter une centrale nucléaire à Saint-Jean-du-Doigt près de Morlaix. Comme à Plouézec, où les habitants ont fait récemment reculé l'EDF, la mobilisation s'enfle et s'organise.*

□ De notre correspondant

Le dimanche 8 juin, on votait à Saint-Jean-du-Doigt, commune de six cent cinquante habitants, sise à une quinzaine de kilomètres de Morlaix. Elections municipales complémentaires destinées à remplacer six élus démissionnaires. Deux listes étaient en présence : la liste d'union pour le développement économique ; la liste des opposants au nucléaire. Les six opposants ont été élus au premier tour de scrutin, atteignant 63 % des suffrages ! C'est une victoire incontestable, camoufflet

commencé, de part et d'autre. La CCI de Morlaix a vraiment mis le paquet. Elle a organisé quatre voyages guidés (par EDF) à Flamanville. Pas moins. Evidemment, tous frais payés. Elle a fait parvenir une brochure vantant les mérites de la centrale à presque tous les habitants du canton !

De l'autre côté, le CLIN de Morlaix a organisé son propre déplacement sur le site normand, sans intervention d'EDF. Guidés par Didier Anger (conseiller régional écologiste du Cotentin), des rencontres se sont tenues avec un agriculteur, un artisan, un vigile de

## LE 22 JUIN CONTRE LE NUCLEAIRE

Le 22 juin, à l'initiative de la Coordination bretonne antinucléaire, convergeront des manifestants de Plouézec, de Plogoff, de toutes les villes et de nombreux villages, et bien sûr, des environs immédiats. Des dizaines de comités locaux, dans toute la Bretagne, préparent activement la manifestation.

Il faut dire que l'histoire de la centrale nucléaire bretonne a connu des épisodes mouvementés. Tour à tour, les sites de Erdeven, Plougouven, Le Pellerin, Beg An Fry durent être abandonnés

à cause des mobilisations des antinucléaires. Mouvement qui devait culminer lors de la lutte exemplaire de Plogoff.

Aujourd'hui, on a substitué une approche plus « douce » au problème... La sale besogne incombe maintenant aux chambres de commerce et d'industrie (CCI). Celles-ci se font concurrence et mettent le paquet pour décrocher le contrat. La méthode est simple : les CCI cherchent à soudoyer des élus municipaux, leur faisant miroiter les créations d'emplois, les re-

tombées financières, etc. Elles espèrent ainsi éveiller des vocations et susciter des candidatures de communes à l'implantation d'une centrale.

Mais, dans les deux cas où cela s'est produit, la mobilisation — avant décision — a été telle, que les élus locaux ont été amenés à refuser les propositions des CCI. La victoire devient donc plus aisée ! Ainsi, en l'espace d'un mois, Plouézec, puis Saint-Jean-du-Doigt, ont dit non à une centrale.

Claude Salazar

C'est exactement à la pointe qu'est prévue la construction du site qui occupera également une partie de la plage.



grave infligé à la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Morlaix et à EDF.

L'origine de ces élections remonte à la fin 1985. Rio, le représentant de la CCI de Morlaix, venait voir le maire, Jegaden, socialiste, et lui proposait d'étudier la possible implantation d'une centrale nucléaire sur la commune. S'en suivit une visite guidée à Paluel. Le maire était plutôt pour... Aussitôt cette information connue, se créait un comité de défense et le débat s'installait, amenant le maire à réviser sa position. Finalement, lors du conseil municipal, il vota contre un projet de centrale. Six conseillers municipaux sur quinze (dont certains PS, PC) démissionnaient alors, défendant, eux, le projet.

La mobilisation a alors

la centrale, un adjoint au maire...

Plusieurs réunions publiques se sont tenues à Saint-

Jean, notamment une avec Anger (à laquelle les gens du CLIMA de Plouézec étaient présents), mais aussi avec le Gal, du Collège de France, Tréguer... Les habitants de Guimaec, (commune voisine qui a refusé, à la fin des années soixante-dix l'implantation d'une centrale sur le site de Beg An Fry) ont soutenu ceux de Saint-Jean. Et là, comme à Plouézec, les pro-nucléaires ont refusé le débat !

Ces six mois de mobilisation intense, opiniâtre, ont été largement couronnés. Jamais personne n'aurait pensé à une telle déroute des partisans du nucléaire. Et le résultat ne souffre aucune contestation : les listes se sont faites pour ou contre le nucléaire ; l'une, contre la centrale, soutenue par la fédération du Finistère du PS ; l'autre, pour la centrale, comprenait des socialistes ; de plus, treize voix seulement séparent la première élue (293) de la dernière (280). Il n'y a eu aucun panachage. Le non est massif ! Saint-Jean respire, mais reste vigilante. Et, pour le moment, prépare la manifestation du 22 juin...

Claude Salazar

## SITE CLASSE...

Saint-Jean-du-Doigt est un petit bourg du littoral vraiment magnifique. L'église et son enclos, avec une fontaine unique, un arc de triomphe, le tout du XV<sup>e</sup> siècle. Ces monuments sont classés, ce qui implique des normes de construction très rigoureuses dans un rayon de 500 mètres...

La plage et la bande côtière, faite de landes qui s'élèvent en falaises abruptes et sauvages

sont, elles aussi, classées. Et, dans un rayon de 700 mètres, il est tout simplement interdit de construire quoi que ce soit.

C'est là, en toute simplicité, que les technocrates de la chambre de commerce et d'EDF veulent implanter une centrale nucléaire.

Mais, comme le dit un opposant à la centrale, EDF est classé plus haut que nous.

C. S.

## CATTENOM

# SAUTE-MOUTON AU-DESSUS DES FRONTIÈRES

*Des milliers d'antinucleaires allemands, luxembourgeois et français ont manifesté dimanche 15 juin dernier contre la centrale de Cattenom, au nord de Thionville.*

□ De notre correspondant

Dimanche 15 juin, la zone située au nord de Thionville, à proximité des frontières de Luxembourg et de l'Allemagne, connaissait une agitation inhabituelle. Des milliers d'antinucleaires allemands et luxembourgeois convergeaient vers Koenigsmaker (à dix kilomètres de Thionville) pour y tenir un rassemblement international contre la centrale nucléaire de Cattenom qui entre en service cet automne et les menace aussi (elle est à moins de vingt kilomètres de la frontière).

Ils étaient rejoints sur place par plusieurs centaines de Français qui avaient auparavant manifesté dans Thionville, à l'appel d'associations écologistes, de la CFDT, du PAC, du PSU et des Verts... Et ce, malgré les retards occasionnés par les forces de l'ordre qui bloquaient les cars, sans parler des voitures allemandes. Malgré aussi le matraquage de la presse locale qui laissait entendre qu'on allait vers des affrontements et jouait de la fibre anti-allemande encore tenace en

Lorraine. Mais cela n'explique pas tout, et force est de constater que sur les vingt mille antinucléaires présents au rassemblement, l'écrasante majorité venait d'Allemagne et du Luxembourg où les sociaux-démocrates, les Verts et même les syndicats du Grand-Duché avaient mobilisé. Là-bas, les retombées de Tchernobyl sont considérables, alors qu'en France, le PS et le PC sont scandaleusement muets.

Et maintenant ? Forts du succès du rassemblement et de l'autorisation obtenue de manifester par-delà les frontières (pour la première fois), les antinucléaires des trois pays ne s'arrêteront pas là. Il leur faudra défendre le droit à l'information et à la sécurité des populations et coordonner leur action pour que Cattenom ne soit pas Tchernobyl. Les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, la LCR (France), le PSR (Luxembourg), le GIM (RFA) sont partie prenante du mouvement et continueront à agir dans ce sens dans les coordinations internationales contre Cattenom.

Robert Noirel

# FUTURS RECONVERTIS CHOMEURS

*L'heure des licenciements a sonné à Billancourt. L'aboutissement prévisible du plan Besse arrive donc à son premier terme.*

□ De notre correspondant

**D**epuis le début de l'année 1985, le rouleau compresseur des suppressions d'emplois avance. En dix-huit mois, ce sont près de 15 000 travailleurs qui auront été expulsés « volontairement » : tel est le résultat des départs en prétraite, des « aides au retour » de travailleurs immigrés et des primes de 50 000 francs données aux départs volontaires. Mais le compte n'est pas bon pour Besse, le PDG de Renault nommé par Fabius. Pour aboutir à l'effectif de 76 000 salariés à la fin de l'année, 3 000 postes restent à supprimer, comme la direction vient de l'annoncer au comité central de l'entreprise, le lundi 16 juin.

## Adieu le sucre de la formation

Les départs volontaires ne suffisent plus et le temps des licenciements arrive. Il n'est plus question de congés de formation-reconversion. La disparition du mot « formation » dans les congés-reconversion qui seront annoncés n'est pas innocente. Le vernis qui enrobait les licenciements disparaît. La reconversion se limiterait à un salaire représentant 60 % du salaire brut,

versé pendant quatre mois. C'est un truc pour diminuer pendant cette durée les statistiques du chômage, mais il condamne bel et bien les travailleurs concernés à se joindre aux files de demandeurs d'emploi. Ce qui est prévu, ce sont des licenciements.

Le site de Billancourt est particulièrement visé. Ce qu'il faut appeler des licenciements concerne près d'un millier de travailleurs, au centre industriel de Billancourt et au siège social.

La mécanique des licenciements est d'ores et déjà lancée par la direction. Le comité central d'entreprise de la Régie Renault a été informé lundi dernier du volume total des emplois à supprimer. La direction a prévenu les organisations syndicales qu'elle convoquera avant la fin du mois de juin les comités d'entreprise de Billancourt et du siège social pour accomplir

les formalités nécessaires avant la transmission du dossier à l'Inspection du travail. L'emploi du temps est minutieusement agencé pour que les licenciés reçoivent leur lettre avant la fin du mois d'août, pendant la fermeture de l'usine et avant la rentrée de septembre. C'est très exactement le scénario de Citroën qui est mis en place, avec des indemnités inférieures.

## Le chantage à la peur

Les incitations de plus en plus vives au départ « volontaire » ont atteint un double objectif : permettre une augmentation sensible du nombre de départs et susciter un climat de peur parmi tous les ouvriers. Au cours du mois de mai, le processus s'était accéléré avec la multiplication de convocations individuelles où la direction annonçait la suppression de son poste de

travail au salarié ainsi convoqué. Les handicapés, usés par le travail à la chaîne, étaient les premiers visés. Mais le nombre total de convocations n'atteint pas le nombre total des licenciements qui sont annoncés. Ainsi une menace pèse maintenant sur tous les ouvriers, employés, techniciens et cadres du site de Billancourt. Qui recevra sa lettre de licenciement ?

Force est de constater que le mouvement ouvrier de Billancourt aborde cette épreuve de force dans une situation de division et de crise exacerbées. Depuis l'arrêt de la grève avec occupation de l'usine décidée par la seule CGT, en octobre 1985, il n'y a plus eu de mouvement d'ensemble significatif à Billancourt. La présentation de la Neutral, le prototype dessiné par des « anciens » de la CGT, a été un échec, bien que l'UD CGT 92 se fût mobilisée pour l'occasion. L'absence actuelle de perspectives offertes par le syndicat largement majoritaire entérine une véritable crise de confiance de la part d'une grande part de ses militants immigrés. Ceux-ci savent qu'ils sont en première ligne dans l'offensive de la direction de Renault et mesurent

amèrement le manque d'efficacité de la CGT pour s'opposer aux licenciements. En ce qui concerne les autres syndicats, l'appel à soutenir une délégation CFDT, CFTC, FO, CGC abouti à une prise de parole devant 60 travailleurs.

## Le temps est compté

La nécessité d'une action unitaire pour s'opposer aux licenciements est une exigence qui grandit, aussi bien parmi les travailleurs du rang que parmi des militants qui en viennent à rompre avec le sectarisme qui leur avait été appris pendant des années. Il n'empêche que le temps est compté entre la brutalité de l'offensive patronale et l'émergence de cette volonté croissante d'unité d'action.

A laisser faire la direction de la Régie et le gouvernement Chirac, l'été risque d'être celui des licenciements à Billancourt. La seule orientation efficace parce qu'elle est la seule susceptible d'encourager la mobilisation des travailleurs, est celle de la résistance unitaire aux licenciements.

Jean-Claude Bernar

## BREST

# L'UNITE AU JOUR LE JOUR

*A Brest, comme ailleurs, l'unité entre les syndicats a sa petite chronique. Des hauts quand les travailleurs s'en mêlent et des bas lorsqu'on laisse faire les sectarismes.*

□ De notre correspondant

**1<sup>er</sup> exemple :** Au congrès de l'UD-CGT, la confédération était représentée par P. Larosse. Au cours d'une discussion privée avec l'un des nos camarades, comme lui issu de l'EDF, il explique les difficultés de la confédération par le fait qu'elle est une organisation fédérative et que donc la confédération ne peut pas imposer ses décisions. Ainsi, dit-il, la décision de faire du 12 juin le point fort de la semaine d'action de la CCT n'a pas pu être imposée à la RATP, où notre syndicat, sous prétexte de faire en même temps que les autres, a appelé à la grève le 11, ce qui porte préjudice à la CGT puisque tous les syndicats CGT du public n'agissent pas ensemble. Merci pour les travailleurs de la RATP qui ont fait grève à 95 %.

**2<sup>e</sup> exemple :** Le syndicat CGT de l'EDF de Brest prend la décision de ne pas appeler au débrayage pour la journée du 12 juin. Motif,

à chaque appel à la mobilisation de la CGT seule, le pourcentage de grévistes diminue.

Le débat porte sur les problèmes de l'unité. Proposition est faite de discuter avec les autres organisations syndicales et, si elles ne le veulent pas, avec leurs adhérents au cours d'une assemblée générale du personnel, des revendications à mettre en avant et des méthodes d'action pour les faire aboutir.

**3<sup>e</sup> exemple :** A l'arsenal de Brest, la CGT appelait à une grève de quatre heures le 12 juin et à un rassemblement à l'extérieur de l'arsenal, devant la préfecture maritime. Les autres syndicats appelaient à un mouvement pour la journée du 13. Vive l'esprit unitaire !

Le 11 juin au soir, un décret bloque les salaires des travailleurs de l'Etat jusqu'au 31 décembre. Le matin du 12, par la presse et par une distribution de tracts aux portes de l'arsenal, la CFDT, FO, la CFTC

et le syndicat autonome des chefs d'équipe (FADN) appellent à une grève immédiate de quatre heures en même temps que la CGT, mais avec rassemblement dans l'arsenal devant l'immeuble de la direction. Plusieurs milliers de manifestants, cent cinquante grévistes au rassemblement de la CGT. Arrivent en cortège tous ceux qui s'étaient rassemblés dans l'arsenal.

Devant cet auditoire considérablement grossi, la CGT tient son meeting sans obstruction, puis elle appelle les travailleurs à rejoindre la manif interprofessionnelle CGT devant la gare de la SNCF. Les banderoles CGT se déploient et s'avancent. Personne, absolument personne ne les suit. Les dirigeants s'arrêtent.

Les autres syndicats font à leur tour leur meeting, en présence de tout le monde, puis appellent à manifester dans la rue principale de Brest, la rue de Siam, pour se rendre chez le député UDF du secteur. La mani-

festation s'en va par le boulevard de la place du Château pour rejoindre la rue de Siam. Face au flottement et aux défections dans ses rangs, la direction de la CGT informe qu'elle va rejoindre l'autre manifestation.

Que voulez-vous, dans une telle situation, avec une telle poussée unitaire à la base, ceux qui prennent les initiatives unitaires, même si c'est avec des arrière-pensées pas très honnêtes seront et sont les gagnants. Le lendemain, la CGT de l'arsenal décide de lancer seule un mot d'ordre de grève d'une heure pour la journée du 13 juin. Fiasco complet, pas un débrayage. Deuxième leçon pour elle.

Ajoutons que par ailleurs les sections CGT de l'arsenal, qui ont voulu de leur propre initiative proposer des actions en commun avec les sections CFDT de leurs secteurs, se sont fiées à envoyer sur les roses. Le sectarisme ne se situe pas que d'un seul bord.

Max Dréh

## RTC-DREUX SOLIDARITE : URGENCE !

La solidarité avec les syndicalistes de la RTC-Dreux a du mal à voir le jour. Ils ont été condamnés à payer 400 000 francs par saisie sur salaire pendant quatre ans par le tribunal d'instance de Dreux. Ceci à la suite de leur lutte en 1980 pour empêcher les 380 licenciements annoncés par la direction à l'époque. Après six jours de grève, une partie de la maîtrise faisait signer une pétition pour « récupérer les pertes de salaire ». Celle-ci a servi pendant six ans à instruire le procès des huit délégués CGT et des quatre délégués FO condamnés aujourd'hui.

Localement, la collecte de solidarité a déjà rapporté 40 000 francs. Les saisies sur salaire

présentent très lourd, tous les mois, 2 250 francs par exemple pour un salaire de 7 800 francs avec un enfant à charge...

Au-delà des problèmes financiers, c'est aussi le droit de grève, le droit de revendiquer de s'organiser qui est en cause. C'est bien pourquoi la solidarité nous concerne tous.

● Adressez vos dons à : Union locale des syndicats CGT de Dreux, 48, rue St-Denis, 28100 Dreux. Chèque à l'ordre de : Syndicat CGT RTC Compelec, mention « Solidarité ».

CCP 2319 80 T La Source.

● Toute correspondance : Syndicat CGT RTC Compelec, route de Paris, 28100 Dreux.

*Pris au mot, le libéralisme a tout de même de sérieux problèmes avec le mot frontière. Ce n'est pas lui en effet qui définit l'efficacité du poste de douane... mais plutôt l'objet ou l'individu qui cherche à le traverser.*

Aujourd'hui, c'est contre la circulation des hommes que ceux qui nous dirigent renforcent les frontières. Un douanier vous expliquera en effet que sa fonction se modifie. Inutile de demander au voyageur s'il transporte des fonds : le contrôle des changes a été levé et les exportateurs de capitaux frauduleux vont être amnis-

habitation. Les capitaux concernés filent donc à toute vitesse vers d'autres pays, en toute indépendance. Comme ils peuvent d'ailleurs revenir avec la même célérité vers les marchés financiers parisiens. Dès que l'occasion de faire du bénéfice leur semblera à nouveau bonne à saisir. « Bonne nouvelle », s'écrieront alors les commenta-

jours Alain Chevalier. *Mais les immigrés qui appartiennent à la culture islamique ne souhaitent pas faire de la société occidentale un modèle pour eux-mêmes. Dès lors, le problème posé à un pays européen est de réduire le nombre des travailleurs immigrés à un niveau compatible avec le degré d'acceptabilité des populations locales.* »

dangers pour nos libéraux, il reste par contre de bonne guerre d'aller exploiter leur travail à domicile. La société Olida-Caby<sup>3</sup> vient ainsi d'être rachetée par un groupe français, Mimram, dont la particularité est d'avoir construit sa fortune sur la production sucrière au Sénégal. Monopole du marché local à l'appui. La libre circulation du capital — et de l'homme qui le possède — à travers les pays, va, dans ce cas, de soi.

guerre économique que se livreraient, paraît-il, les nations industrielles !

Ce sont enfin les mêmes qui agiront de tout leur poids afin d'accroître l'ouverture des frontières à la circulation de leurs capitaux... au moment où ils jugent bon de les faire fermer à celle des hommes. Ceux-ci ne sont pour eux que les marchandises nécessaires au bon fonctionnement de leurs moyens de production. Sans plus. S'ils sont en nombre suffisant, inutile d'en accueillir d'autres. Les besoins du capital régissent les mouvements des hommes. Les frontières reprendront alors tout leur sens.

### Frontière pour les hommes

Et selon les purs libéraux, ce mouvement devrait s'accroître. Citons à nouveau Alain Chevalier. *« Nous nous dirigeons vers une époque à caractère plus ou moins féodal (sic !). Dans les années qui viennent, des concentrations de puissances, de décisions et d'actions vont apparaître. Elles ne se substitueront pas aux puissances politiques existantes, qui sont souvent territoriales. Elles seront des concentrations de forces économiques (...) Il ne s'agit pas de puissances politiques, mais de forces économiques. Giovanni Agnelli et Carlo de Benedetti sont des composantes essentielles de la société italienne. »* Bref, nous voilà revenus au temps des seigneurs, des serfs et des esclaves...

Est-il besoin de dire que tout doit être fait pour empêcher ce retour en arrière séculaire ? En appliquant la maxime exactement inverse de celle de nos libéraux. En contrôlant étroitement le capital, pour pouvoir rétablir la libre circulation des hommes et briser le règne de l'argent.

Michel Morel

### Exploitation à domicile

L'interpénétration des capitaux industriels et financiers est d'ailleurs la règle de rigueur à travers les frontières. Le groupe Valéo<sup>4</sup>, par exemple, va passer sous le contrôle de Carlo de Benedetti, l'homme d'affaires italien... Celui-ci s'est allié pour mener cette opération à bien au groupe de Wendel (CGIP), à la banque Suez, à l'UAP. Le capital d'Olivetti, la perle du groupe de Carlo de Benedetti, est par ailleurs détenue par ATT, la CIR (famille de Benedetti), Alcatel, le groupe Volkswagen. L'analyse des capitaux des

On note au passage sous la plume de ce libéral pur sucre la définition de l'étranger dangereux... en fonction de sa culture, et plus précisément de sa religion — islamique aujourd'hui, juive hier ; décidément...



Un contrôle en douane : laissez passer les billets.

Les capitaux de même origine géographique (Moyen-Orient, Afrique...) seront par contre loin d'éveiller les mêmes craintes chez nos capitalistes rigoureux. Toute banque qui se respecte accueille par exemple avec intérêt les placements, les mouvements des pétro-dollars<sup>2</sup>.

Mieux, si les travailleurs en provenance de ces pays constituent le danger des

grands groupes multinationaux mène en général à un constat identique. Leurs liens sont étroitement mêlés, leurs activités et leurs intérêts dépassent de loin les frontières de leurs propres pays. Ce sont pourtant ceux qui les dirigent, en premier lieu, qui appelleront régulièrement les travailleurs de chaque pays à travailler les uns contre les autres afin de gagner la

# LES FRONTIÈRES A DOUBLE TOUR

tiés. Le libéralisme est le roi de la libre circulation du capital.

Le contrôle de ceux qui se présentent au poste de douane avec un visage d'étranger est par contre accru... Ces temps-ci, le rôle de douanier se transforme peu à peu en celui de CRS. La maladie du contrôle d'identité sévit du poste frontière aux couloirs du métro (voir pages 2, 3, 4).

Toutes libertés pour le capital et toutes les contraintes pour les hommes... qui ne possèdent pas de capital. Cette règle pourrait résumer la version libérale des droits de libre circulation des hommes et des idées.

L'actualité est démonstratrice de ce point de vue. La Bourse vient de prendre un coup de froid. Les investisseurs étrangers retirent en effet, en partie, leurs investissements en valeurs françaises. Ils craignent les éventuelles secousses politiques et sociales de la co-

teurs boursiers et les porte-parole officiels soulagés : « Les capitaux étrangers sont de retour. »

### L'étranger, c'est capital...

A l'heure des dénationalisations, l'un des buts de la manœuvre est aussi d'ouvrir le capital des groupes industriels français nationalisés au capital étranger. Les parts envisagées varient de 15 à 30 % selon les commentateurs éclairés. Une proportion qui est égale ou supérieure, en tout cas, à celle du capital industriel et bancaire déjà contrôlé par des capitaux étrangers à l'intérieur de l'Hexagone !

Mais : « Il faut favoriser les investissements de nos partenaires sur notre territoire, explique Alain Chevalier, PDG du groupe Moët-Hennessy<sup>1</sup> [...] Je le répète : le seul service que l'on puisse rendre à l'économie française, qu'on le veuille ou non, c'est de l'ouvrir le plus largement possible au monde extérieur. » Imaginez un seul instant un tel souci d'ouverture aux hommes... de l'extérieur !

Ajoutez donc le nom capital au terme étranger... et celui-ci devient éminemment respectable pour un libéral. Remplacez capital par travailleur et vous obtenez par contre l'effet inverse. L'étranger devient synonyme d'immigré, de danger — le terme capitaux immigrés est d'ailleurs hors de propos.

« L'immigration en provenance des pays sud-européens ne pose pas de problèmes, nous précise tou-

La libre circulation des hommes par-delà les frontières, un droit qui tend à n'être plus que formel.



## CHALANDON RECIDIVE

Décidément, il n'est guère de domaines où nos gouvernants ne cherchent à satisfaire aux appétits des grandes sociétés. Chalandon vient par exemple de trouver le remède à la surpopulation des prisons (48 000 détenus pour seulement 32 500 places). L'Etat n'ayant pas d'argent pour construire de nouveaux centres de détention, il suffit de faire appel au secteur privé. Comme aux Etats-Unis.

La formule qui paraît avoir aujourd'hui les faveurs de la Chancellerie consisterait à proposer un marché global, portant sur 20 à 30 000 places, aux entreprises intéressées. L'Etat fixerait un cahier des charges et laisserait ensuite toute liberté aux capitalistes pour concevoir les établissements et les financer, dans le cadre de concours. Gestion et gardiennage res-

seraient en principe à la charge des pouvoirs publics. Mais on évoque, chez le garde des Sceaux, l'éventualité de confier au privé les tâches hôtelières. Et certains vont même jusqu'à envisager la surveillance à des groupes privés. Toujours l'exemple américain !

Le marché est d'ores et déjà si prometteur que les sociétés en compétition ne se comptent plus. Chalandon a ainsi reçu des émissaires des deux plus grandes sociétés privées américaines, la Correction Corporation of America (CCA) et la National Construction Incorporation (NCCI), suivis de près par ceux de groupes français du bâtiment, des principales banques et des sociétés d'assurance. Tous ces requins trouvent leur profit à l'émergence d'une société carcérale !

## « SAFARI PHOTO » EN KANAKY !

Le fichage des Kanaks progresse à vive allure. Comme le signale le numéro 42 de *Bwenando*, l'armée nomadise dans le but non pas de soigner les enfants mais de tirer le portrait des adultes ; début juin, des militants du Front ont repéré le manège des gendarmes lors d'un contrôle routier ; pendant que l'un d'eux notait l'identité des chauffeurs et passagers des voitures, un autre photographiait au moyen d'un appareil sur trépied. Ce type de contrôle s'est effectué en plusieurs points sur l'île. « La modernisation tourne au safari-photo », note *Bwenando* en attendant un autre type de safari.

□ Le plan Pérès, sorte de plan Marshall pour l'intégration d'Israël au Moyen-Orient, est sur la « bonne voie ». Adopté lors du sommet de Tokyo, ce plan a reçu la bénédiction des Etats-Unis, bien sûr, mais aussi de la Grande-Bretagne, de la RFA, de la France et de l'Italie. Il vise à favoriser l'assimilation par Israël des économies des territoires occupés. Et, comme le souligne Robert MacForlin, conseiller en sécurité auprès de Reagan, « à alléger les difficultés économiques qui dans ces territoires favorisent l'apparition du terrorisme ».

□ L'Argentine a été paralysée en partie vendredi dernier par une grève générale appelée par la CGT. La sixième depuis l'arrivée du radical Alfonsín. Les grévistes protestaient contre les contraintes du FMI que le gouvernement laisse peser sur lui. Ils réclament une hausse de salaire, l'abandon du plan d'austérité et le moratoire sur la dette.

## COURTS... ... METRAGES

### NOSTALGIE DE L'AUTODAFE ?

Grande première post-16 mars pour les jeunes fascistes (Front national ? Intégristes de M<sup>e</sup> Lefebvre ? Les deux ?). Selon la bonne recette nazie : commencer par ce qui est sans défense, ne prôchez pas le grand public et permet de tester. Une exposition « d'art décadent » (c'est eux qui l'ont dit, trouvé dans leur chère poubelle historique), ravagée à la matraque, l'artiste et le cinéaste qui filmait les œuvres, envoyés à l'hôpital, aveuglés par des bombes lacrymogènes (à propos, c'est en vente libre ces machins-là ?)

C'était sans doute, ce vendredi 6 juin, célébrer deux jours à l'avance l'élection du criminel de guerre, Kurt Waldheim, à la présidence de l'Etat autrichien. Il faut dire que l'expo était sacrilège. Rico, notre ami, n'est pas de ces artistes qui ronronnent dans la dentelle et flattent la bête puante dans le sens du poil. Son avant-gardisme n'est pas de « bon goût ». Il s'était, là, surpassé, avec une centaine de crucifix « détournés », à tête de Mickey (suivez son regard !), et d'un merveilleux « anticléricalisme primaire » (comme s'en revendiquait Benjamin Peret), follement drôles dans leur respect très significatif.

Ces bombes lacrymogènes-là, au fond, sont un baptême, comme ils diraient. Les fascistes sont toujours les meilleurs critiques d'art : ce qu'ils détruisent, vous pouvez être sûrs que c'est le meilleur, ce qui marquera l'époque. Que les amateurs achètent vite les crucifix de Rico : ce sont les objets surréalistes de notre temps. Depuis l'agression, l'exposition a repris. On peut la visiter jusqu'au 5 juillet, 5, rue Hélène, 75 018 Paris, M<sup>e</sup> La Fourche.

□ Depuis la mort de Jorge Luis Borges, la presse, les personnalités de tous les horizons n'arrêtent plus les éloges pour cet écrivain argentin. Même Mitterrand a rendu hommage au « poète métaphysicien ». Bien sûr, pas un mot sur les idées profondément réactionnaires de ce personnage qui avait soutenu les généraux argentins et toutes leurs actions.

### LA NAVALE RISQUE SA PEAU

Madelin menace de supprimer toutes les subventions aux chantiers navals. Le groupe Normed, 7 000 employés à La Ciotat, La Seyne, Dunkerque, risque tout simplement sa peau. La politique de la gauche avait déjà fait des ravages dans la branche ces cinq dernières années... Cette fois, le coup peut être fatal.

Les dirigeants de Normed ont déjà, à est vrai, un certain nombre de victimes à leur tableau de chasse. Les trois chantiers dépendent du groupe Empain-Schneider, leur PDG, Jacques Dollois était aussi administrateur de Creusot-Loire... C'est dire. Les ouvriers de la navale n'hésiteront pas, dans les semaines qui viennent, à utiliser tous les moyens indispensables à la sauvegarde de leur droit au travail.

### WONDER-CIPEL TAPIO

Tapio, qui a bâti son groupe industriel avec l'aide des grandes banques, investit dans l'Olympique de Marseille qui menace ruines. L'Olympique de Marseille prend la place des entreprises en péril, achetées pour pas cher... comme Wonder (piles) ou Terrailon (balances). Mais dans le lot, Tapio se paie Michel Hidalgo (entraîneur) pour 300 000 francs par mois. Le budget alloué à l'opération marseillaise s'élève à 500 millions. Par comparaison, cela équivaut à peu près à 8 300 années de salaire d'une ouvrière de Cipel (Wonder)... Voilà ce qui s'appelle l'amour du sport !

□ Les organismes financiers sont perplexes devant les projets de gouvernement. L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) met ainsi en garde « contre un passage de revenu national trop favorable aux entreprises » qui « dégrèverait la consommation nationale ». Toujours le cryx : la pression sur l'emploi et le pouvoir d'achat rentabilisent les entreprises mais diminuent les débouchés !

## PARIS UN DEBAT SUR L'EXTREME DROITE

Au-delà du 16 mars, le Collectif alternatif du 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris existe toujours. A son initiative a été organisé un débat sur l'extrême droite avec Alain Rollat (auteur de *l'Effet Le Pen*), le 11 juin.

La présence de quatre-vingts personnes, parmi lesquelles des membres du MRAP et de SOS-Racisme, témoigne du succès de cette réunion. Documents à l'appui, Alain Rollat a démontré l'enjeu et l'importance de la montée du Front national et du racisme. Il a surtout axé son intervention sur le projet de société de ce dernier.

Lors du débat, la question essentielle fut : Que pouvons-nous faire pour enrayer la montée de l'extrême droite et la propagation de son idéologie ? Les réponses commencent à faire surface, continuons ! Un travail unitaire s'impose avec l'ensemble des associations et des forces antiracistes.

### LA MAUVAISE QUESTION

Quand négocieront-ils ? Toute la bataille, tout le débat syndical sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement semble tourner autour de cette question. Le CNPF a annoncé son intention de négocier, dès le début juillet. Les syndicats iront mais méfiants. C'est quand même la moindre des choses. Mais la grande bataille de la CFDT est de se battre pour des négociations en septembre pour qu'elles se déroulent « dans de meilleures conditions qu'aujourd'hui ». Pour André Bergeron, il s'agit d'arriver à des « arrangements qui compensent un peu les effets de la suppression brutale de l'autorisation administrative de licenciement ». Et la CGT, plus dure verbalement, y participera aussi.

Tout ce beau monde se retrouvera donc. Mais, voilà : y a-t-il à négocier ? La loi est passée et elle supprime, dans les conditions qu'on connaît, l'autorisation administrative de licenciement. Alors ?

## A EN PLEURER

### DISSERTATION IMAGINAIRE

Ils ne le savent pas. Mais faut-il vraiment leur cacher ? Les candidats au bac ont échappé à une série de sujets dont nous révélons ici la liste, quoiqu'il nous en coûte :

**Philosophie** : « A partir des exemples contemporains de la CFDT et du PCF, dites si la notion de suicide collectif a un sens. »

**Géographie** : « Vous êtes la personne désignée par le gouvernement pour occuper les fonctions de "Monsieur Euf" : comment délimitez-vous vos compétences ? Comment organisez-vous vos relations avec les gallinacés et leurs représentants ? »

**Technologie** : « Les dirigeants du PS ont commémoré l'anniversaire du Front populaire par une randonnée cycliste. Expliquez pourquoi 1936 peut être considérée, avant tout, comme l'année de la bicyclette. »

**Biologie** : « D'où vient l'expression "le talon d'Achille" ? Quel mal désigne-t-on par la locution : "le genou de Bats" ? »

**Economie** : « La transformation du secteur BTP en secteur Bâtiments-Travaux-Prison vous semble-t-elle de nature à relancer l'activité en France ? Expliquez la notion de diversification, à partir de l'exemple des chalandonnettes (campagnettes, prisonnettes, etc.) »

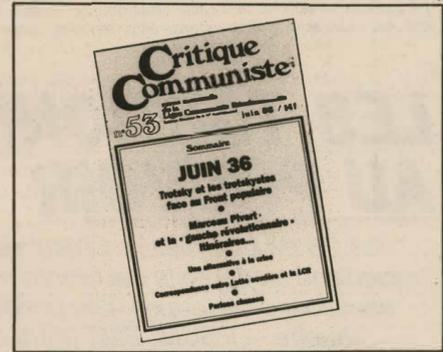
**Histoire** : « La prestation de VGE dans une émission gastronomique, intitulée "L'oiseille en foin" en 1986, sur le thème de la bouffe, conduit-elle à réévaluer la définition du bouffon ? »

**Littérature** : « La composition de "la Fièvre de monsieur Seguin" dans son contexte historique. » Nicolas Jeanson

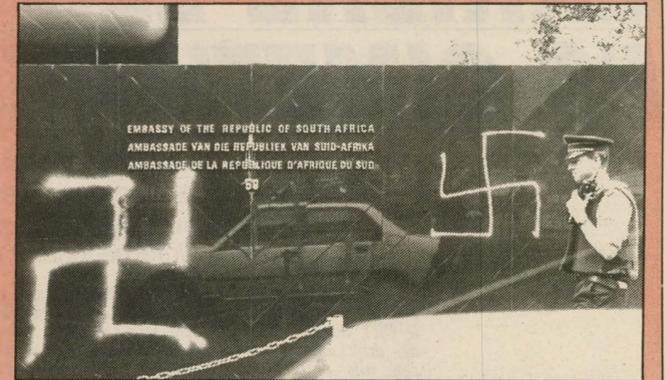
### LES PATRONS FONT-ILS DE LA POLITIQUE ?

Avant les élections du 16 mars, il était courant dans les usines d'Evreux (Eure) d'entendre dire qu'il n'y avait plus de boulot. Tout à coup, miracle, depuis le 17 mars, le travail

revient, on augmente les cadences et on fait des heures supplémentaires. Les chefs d'atelier ont même recruté dans certaines entreprises des travailleurs pendant les jours chômés du mois de mai. Les patrons auraient voulu faire pression sur les ouvriers à la veille des élections législatives, que cela ne nous étonnerait pas. Mais nous sommes tellement médisants !



## COURTS... ... METRAGES



### SALE TEMPS POUR LES REPRESENTANTS DE PRETORIA

Dimanche 15 juin, il n'y a qu'un flic pour protéger l'ambassade d'Afrique du Sud, carence « inadmissible » de M. Pasqua. Dès lors, tout va s'enchaîner très vite. A 18 h 20, près d'une centaine de militants de la LCR et des JCR, emmenés par Alain Krivine, déboulent devant le bâtiment. En quelques minutes, une banderole est tendue : « Botha, assassins ! », la circulation sur le boulevard et sur le quai de la Seine est interrompue par des militants qui brûlent des pneus.

Pendant ce temps, les manifestants, regroupés devant l'ambassade, en profitent pour recouvrir l'immeuble d'inscriptions à la peinture et de croix gammées. Il faudra un quart d'heure à la police et aux pompiers pour arriver.

A 18 h 45, l'initiative est terminée et les manifestants, en cortège, rejoignent le métro Invalides. Là, plusieurs dizaines de policiers, arrivés en toute hâte, les encerclent. Mais, c'est dimanche et les responsables ne sont pas dans leur bureau.

Encerclés par les flics, les militants de la LCR attendent près d'une demi-heure sur le terre-plein des Invalides que les ordres arrivent. Ceux-ci ne pouvant provenir que du plus haut niveau. Quel dilemme pour nos gouvernants. Interpeller des militants anti-apartheid ne passerait pas inaperçu. Finalement, la décision arrive : pas d'interpellations, pas de contrôles d'identité, les militants peuvent se disperser.

Cette riposte de la LCR et des JCR, à la veille de la grève générale en Afrique du Sud fut donc un plein succès. Décidée à la dernière minute, elle était un premier jalon à la manifestation unitaire du lendemain.

### FATES LA FETE A TOULOUSES

Pour la quatrième année consécutive, la section de Perpignan organise une fête, le samedi 28 juin, à partir de 16 heures, au parc de Clairfont, à Toulouse.

D'autres débats seront organisés autour des stands, notamment sur le nucléaire, la question catalane, etc.

A partir de 21 h 30 : musique avec le groupe Kocumbo (musique afro-brésilienne) et le groupe antillais Feeling. On dansera jusqu'à épuisement.

A 18 heures, se tiendra le

meeting central avec Alain Krivine, membre du bureau politique de la LCR. Un débat suivra, avec la participation de Jean Huillet, leader viticole de l'Hérault et de syndicalistes de TF 1.

## COURTS... ... METRAGES

### CATTENOM « LA CENTRALE DE LA MORT »

Les manifestations antinucléaires impressionnent le gouvernement fédéral ouest-allemand : Kohl, en visite mercredi en France, a fait part de ses inquiétudes à Mitterrand à propos de la centrale nucléaire de Cattenom. Le chancelier voudrait que la France soit plus sévère sur les normes de sécurité pour l'évacuation des eaux radioactives. Les antinucléaires, eux, veulent que Paris renonce purement et simplement à la « Centrale de la mort ». Ils étaient dix mille, Français et Allemands, à le dire dimanche dernier. La tranche de 1 300 mégawatt de Cattenom devrait être mise en service à l'automne prochain.

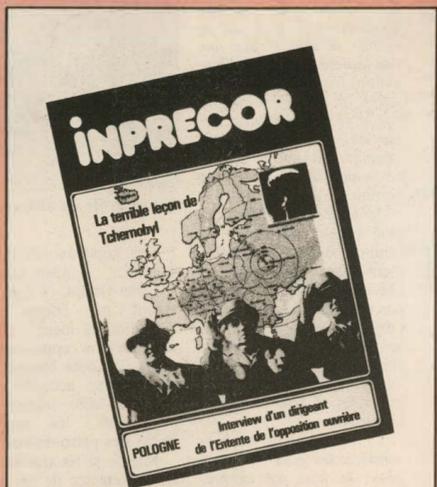
□ Rassemblement pour le respect des droits de l'homme au Mexique, pour la libération des prisonniers politiques et pour retrouver les disparus politiques : le vendredi 20 juin devant l'ambassade du Mexique, à 17 h 30, 9, rue Longchamps, M<sup>e</sup> Iéna.

### ETAT D'ALERTE AUX PHILIPPINES

Rumeurs de complot à Manille. Les partisans du dictateur ont, semble-t-il, failli mener à terme un mini-putsch. Ils projetaient de prendre le palais de la présidence, la télévision et la station de radio de l'Eglise catholique. Les putschistes avaient pour passer à l'action retenu la date du quatre-vingt huitième anniversaire de l'indépendance du pays. Le réseau aurait été démantelé par les militaires. Ce qui est sûr : l'état d'alerte a été proclamé dans tout le pays afin, déclare le chef des forces armées, le général Fidel Ramos (ex-partisan de Marcos par ailleurs) « de prévenir toute action terroriste à l'occasion de la manifestation anniversaire ». Une mesure qui pourrait être très facilement dirigée contre les militants communistes ou anti-impérialistes.

### COMORES HUIT LIBERATIONS SEULEMENT

Huit prisonniers politiques arrêtés en mars 1985 pour, selon le dictateur Ahmed Abdallah, atteinte à la sûreté de l'Etat ont été relâchés à la mi-mai. Ils auront passé plus d'un an en prison dans des conditions inhumaines. En dépit des dénégations du régime qui se dit « victime des calamités d'Amnesty International », la torture existe dans les prisons comoriennes. Et on recense encore quatre-vingt seize détenus d'opinion. Ces libérations sont intervenues à l'occasion du huitième anniversaire de la prise du pouvoir.



### AFRIQUE DU SUD : DEMONSTRATION DE FORCE

Après celle du 21 mars, anniversaire des massacres de Sharpeville et Langa, et celle du 1<sup>er</sup> Mai, la journée du 16 juin 1986 restera comme l'un des plus imposants mouvements de protestation de l'histoire sud-africaine. En appelant la population noire à rester chez elle, les organisations syndicales, de quartier, d'opposition ont réussi une démonstration de force.

La puissance, prévisible, du mouvement a obligé une fois de plus P. W. Botha à jeter le masque. Lui qui prétend faire passer les vessies de ses « réformes » pour les lanternes de la fin de l'apartheid a été contraint de

prendre des mesures d'exception qu'il n'avait pas prises au plus fort des émeutes de l'an passé. L'état d'urgence, levé en avril dernier, ne s'appliquait à l'époque qu'aux régions en ébullition. Le régime l'a, cette fois, décrété sur l'ensemble du territoire, bantoustans compris.

Les arrestations massives les jours précédant le 16 juin — sans que la presse puisse mentionner le nom des personnes arrêtées — n'y ont rien fait : s'il n'est pas encore au bout du rouleau, le régime sait qu'il a tout un peuple décidé à lutter contre lui. Ce nouveau degré de l'escalade

répressive permet aussi de mesurer l'écart entre les effets de manche contre l'apartheid et la mise en œuvre d'une réelle politique d'isolement de Pretoria. Au niveau européen, Thatcher est toujours le fer de lance de l'opposition aux sanctions. Reagan a autant de réticences à la fermeté vis-à-vis de l'apartheid qu'il met d'enthousiasme à vouloir augmenter l'aide aux contras nicaraguayens. En France, le secrétaire aux Droits de l'homme, Claude Malhuret, prétend faire oublier que le gouvernement dont il est membre n'a fait que remettre à une date plus « opportune » la visite de Botha,

sans apercevoir que c'est Botha lui-même qui est inopportun en France comme en Afrique du Sud. Jacques Toubon prétend que l'Afrique du Sud, ce n'est pas ses oignons. L'ONU et l'OUA appellent à renforcer les sanctions, démarche louable, mais dont on ne voit pas comment elle pourrait s'imposer aux grandes puissances impérialistes qui maintiennent des échanges avec Pretoria.

Cela souligne l'importance de construire et développer la solidarité internationale du mouvement ouvrier pour débarrasser l'Afrique du Sud de l'oppression raciale et capitaliste.

# MEXIQUE : DERRIERE LES STADES... LES CIMETIERES

*Avant comme pendant le Mondial, la vie politique ne s'arrête pas au Mexique. Edgar Sanchez, membre de la direction du PRT (Parti révolutionnaire des travailleurs, section mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale) nous le démontre.*

□ *Pourrais-tu nous expliquer le travail fait par le PRT dans le domaine des droits de l'homme et son rôle dans la lutte contre la répression ?*

Edgar Sanchez — Autant le PRT que le Comité de familles de disparus que présidait notre camarade Rosario Ibarra sont à l'initiative du Front national contre la répression (FNCR), créé en 1978. Ce front est né alors que les disparitions étaient monnaie courante au Mexique et des centaines de gens

étaient arrêtés sans être jugés. Tous les partis de gauche sans exception y participent, ainsi que des organisations syndicales, paysannes et de quartier, indépendantes du gouvernement.

Notre camarade Rosario est une des principales dirigeantes. Son fils a disparu en 1976. Le FNCR est d'autant plus important, que c'est la seule structure unitaire permanente à s'être maintenue aussi longtemps dans la vie politique du Mexique. Notre principale intervention dans le do-

maine des droits de l'homme passe donc par le FNCR.

Le PRT a décidé de présenter la candidature de Rosario Ibarra à la présidence de la République en 1982, puis au Parlement en 1985. Elle est députée élue dans notre groupe parlementaire. Avec la présence de Rosario au Parlement, c'est la première fois que les familles de disparus et de prisonniers politiques ont un accès « direct » à la Chambre, sans devoir monnayer la médiation des partis politiques pour faire telle ou telle proposition. Nous avons donc fait une proposition de loi d'amnistie des prisonniers et des disparus politiques.

En 1978, le gouvernement mexicain avait libéré mille cinq cents prisonniers politiques et autorisé le retour de cinquante exilés,

reconnaissant ainsi l'existence de cet état de fait. Face à la croissance des mouvements populaires de défense des prisonniers et des disparus, et après des grèves générales de la faim, le gouvernement tentait ainsi de casser le mouvement. Il voulait diviser les familles des disparus (problème qu'il ne pouvait pas ou ne voulait pas résoudre), des familles des prisonniers. Mais cette mesure ne fit que renforcer le mouvement contre les disparitions. La pression de ces organisations a, d'une certaine façon, permis d'enrayer cette pratique.

Dans les années soixante, et surtout dans les années soixante-dix, alors que le Mexique connaissait un regain des mouvements de lutte armée, on comptait des centaines de disparitions. Plus de cinq cents

personnes sont portées disparues depuis cette époque. Le gouvernement de De la Madrid en compte toujours six... La pratique répressive du gouvernement consiste à arrêter des gens, en dehors de tout mandat ou procédure légale, de les garder au-delà des soixante-seize heures réglementaires, pendant des jours, des semaines, des mois, des années, sans qu'ils passent devant un tribunal...

L'exemple le plus récent est ce qui s'est passé après le tremblement de terre de septembre dernier. Alors que les caméras de télévision retransmettaient en direct les fouilles des décombres, une voiture a été trouvée dans les caves d'un tribunal. On a ouvert le coffre : il y avait deux hommes, ligotés, menottes aux poignets, avec des marques de torture... Il s'agissait de deux Colombiens, portés disparus depuis plusieurs jours, qui avaient dû mourir coffrés vivants dans cette voiture... Le gouvernement a essayé de s'en laver les mains, en affirmant qu'il s'agissait de deux trafiquants de drogue... Des rumeurs ont couru sur leurs liens possibles avec le M 19. Quoi qu'il en soit, c'est contre cette pratique que nous luttons. Rosario l'a rappelé au Parlement : « Je ne dis pas que mon fils a eu raison ou non, mais je dis que si l'Etat a des charges contre lui, il doit les exprimer légalement. » L'affaire des deux Colombiens a fait la une des journaux,

La « démocratie » mexicaine sous son vrai jour.



## LES TORTIONNAIRES AU POUVOIR

*Le 23 avril dernier, la Chambre des députés mexicaine a adopté la Loi fédérale pour prévenir et sanctionner la torture. Les principaux partis de gauche — PSUM, PMT (Parti marxiste des travailleurs) et PRT — ont voté contre.*

Ce vote peut surprendre quand on sait que depuis plusieurs années les mesures contre la torture font partie des exigences des organisations qui luttent pour le respect des droits de l'homme dans le pays. Le PRT a expliqué qu'une analyse serrée du projet de loi du gouvernement montrait qu'il était impossible de l'avaliser tel quel. On n'en finirait plus d'énumérer les propositions d'amendements qui ont été repoussées, et les carences qui font de cette loi un sac vide.

Le plus grave, c'est le refus de la présence d'un

avocat de la défense comme condition obligatoire pour rendre juridiquement valable la déclaration d'un prisonnier. Car il est notoire qu'au Mexique la torture sert beaucoup pour obtenir de faux aveux... Mais cette loi connaît bien d'autres « défauts ». Par exemple, le PRI a refusé un amendement selon lequel les militaires responsables de tortures devraient être jugés par des tribunaux civils. Le PRT avait également proposé — en vain — que les instigateurs de la torture soient jugés au même titre que les exécutants, et que les peines soient aggravées afin qu'ils

ne puissent s'en tirer par la corruption.

Telle qu'elle a été votée, la loi n'a donc rien à voir avec l'éradication de la torture, ce dont le gouvernement ne se préoccupe guère. Par contre, il a voulu, et le plus vite possible, restaurer les apparences.

Le séisme des 19 et 20 septembre dernier a sérieusement ébranlé la façade du régime, et mis en lumière pas mal de vérités, notamment l'existence de prisons clandestines, véritables lieux de torture et d'assassinat.

Le gouvernement s'est efforcé d'effacer au plus vite

▶ dévoilant ainsi les pratiques du gouvernement mexicain.

□ *Quel est le sens de la candidature de Rosario Ibarra au prix Nobel de la paix ?*

E. S. — La candidature de Rosario Ibarra au prix Nobel de la paix sera une dure bataille. Mais elle a, avant tout, le mérite de dévoiler au monde entier l'état des droits de l'homme au Mexique. C'est un parlementaire suédois qui en a fait la proposition. Le fait que ce soit une mère de disparu, une des principales dirigeantes du FNCR, qui soit proposée pour le prix Nobel, c'est reconnaître ce combat et que le gouvernement mexicain ne respecte pas les droits de l'homme ! C'est une victoire pour tou-

tes les familles de disparus et de prisonniers politiques du Mexique et de toute l'Amérique latine. Nous demandons donc à tous nos camarades, à tous les défenseurs des droits de l'homme, partout dans le monde, de nous appuyer dans cette bataille et de se prononcer en appui à la candidature de Rosario Ibarra !

Nous avons par ailleurs présenté un projet de loi d'amnistie au Parlement. Mais le gouvernement a immédiatement tenté de nous contrer. Il a fait une proposition de loi contre la torture avec des visées diversionnistes. Le PRT a réussi à entraîner les partis de gauche et nous avons fait bloc contre ce projet.

□ *Comment le gouvernement mexicain utilise-*

*t-il le Mundial à des fins internes ?*

E. S. — Le PRT avait dénoncé la tenue du Mundial au Mexique, ses conséquences économiques néfastes pour le peuple, surtout après la saignée du tremblement de terre. Il n'apportera, contrairement à ce que prétend le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, parti du gouvernement), que bénéfices et devises aux multinationales du tourisme et du secteur privé. Le gouvernement n'a assumé pratiquement aucun de ses engagements après le tremblement de terre ; les logements populaires n'ont pas été reconstruits. Des centaines de gens sont toujours sans abri, dans des tentes en plein centre-ville. Certains quartiers d'habitations sociales (comme Tlatelolco, où vivaient 300 000 personnes, dans une centaine de tours, dont une vingtaine a été détruite) n'ont jamais été reconstruits, ni leurs habitants relogés par l'Etat. Mais les touristes non aver-



Une manifestation des familles de disparus. Au premier plan, à droite, on reconnaît Rosario Ibarra.

tis n'y verront que du feu... Des espaces verts viennent de « naître » dans certains quartiers populaires de Mexico... où l'on n'avait jamais vu un jardin pour enfants ! Ils ont été « semés » pour l'occasion, avant le Mundial, sur les décombres... Ce sont des « jardins-cimetières », faits pour cacher le vide laissé par les édifices non reconstruits... pour impressionner les visiteurs !

Le gouvernement profite du Mundial pour augmenter les prix et pour dévaluer le

peso (le peso mexicain est passé de 500 pour un dollar à plus de 700) ; une inflation que le gouvernement prévoyait depuis longtemps. Il a attendu le Mundial pour la mettre en œuvre... Un coup porté à l'économie populaire. Le gouvernement a par ailleurs profité de la coupe du monde pour organiser des élections dans le nord (dans deux départements) où le PRI est minoritaire en faveur du Parti d'action nationale (PNR, de droite), des élections auront lieu ces jours-ci. Le PRI pourra profiter de l'inattention ambiante pour frauder à son aise.

De nombreuses manifestations étaient prévues, notamment lors de la finale, par la Coordination des victimes du tremblement de terre ; elles ont été durement réprimées et celle de la finale du Mundial aura du mal à se tenir... Le jour de l'ouverture du Mundial, vous avez peut-être entendu les sifflements qui ont accompagné le discours de De la Madrid... En effet, les milliers de spectateurs présents, malgré l'énorme déploiement des forces policières, ont hué le discours du président ! La télévision a tenté de masquer ce brouhaha en filtrant la voix de De la Madrid ; mais le monde entier a dû entendre l'impopularité dont jouit notre président... Lors de la victoire de l'équipe mexicaine sur la Belgique, les fêtes de rue étaient violentes, la colère grondait sous ces manifestations...

□ *On connaît les pressions que fait l'administration Reagan sur le Mexique par rapport au problème centro-américain ; quels en sont les résultats ?*

E. S. — Je vais vous citer un cas, lourd de conséquences, qui a valeur d'exemple et qui éclaire ainsi la duplicité de la politique extérieure du PRI. Un délégué du Front sandiniste de libération nationale du Nicaragua, Madrid Esquivel, avait été invité par le PRT pour faire une tournée de solidarité au Mexique. Il avait été accueilli par l'ensemble des

organisations de gauche mexicaines, participant notamment à la fête annuelle du PSUM (parti communiste du Mexique). Alors qu'il rentrait de Toluca en voiture, où il venait d'assister à un congrès régional du PRT, il a été arrêté par la police. Ils l'ont emmené sans explications, séquestré et « disparu » pendant trois jours... Ils l'ont ensuite « déporté » en direction du Nicaragua... après l'avoir torturé ! Le gouvernement nicaraguayen a demandé des explications et plusieurs grands quotidiens mexicains s'en sont fait l'écho.

Pour s'en laver les mains, le gouvernement a fait une pirouette en essayant de mettre sur le même plan les supposées ingérences (insinuées) nicaraguayennes dans ses affaires intérieures et les ingérences des Etats-Unis... En effet, quelques jours avant, une commission du Sénat aux Etats-Unis avait dénoncé les atteintes aux droits de l'homme au Mexique, et ce non par souci du problème, mais plutôt pour ternir l'image de marque du PRI et faire pression sur le gouvernement. Ce dernier avait dénoncé ces ingérences, et présenté une déclaration au Parlement dans ce sens, tentant de faire signer l'ensemble des partis du Parlement. Le PSUM a signé sans titquer... Le PRT également mais ajoutant auprès de sa signature que le gouvernement mexicain ne lui semblait pas le meilleur défenseur des droits du peuple mexicain...

Les abus de la police mexicaine contre ce représentant du FSLN voulaient-ils juste nous « punir » de notre position dans cette affaire ? Ou étaient-elles le fruit des pressions des Etats-Unis sur le Mexique pour le faire reculer dans ses positions dans Contadora et l'Amérique centrale ? Tout cela laisse prévoir un sérieux tournant dans la politique extérieure mexicaine.

Propos recueillis par Cecilia Garmendia

1. Lettres de soutien à envoyer à : FNCR, Medellín 366, Colonia Roma Sur, 06760 Mexico DF.

Lors de la dernière campagne présidentielle, le PRT soutint la candidature de Rosario Ibarra.



▶ la mauvaise impression produite par ces révélations. D'autant qu'au même moment une pression internationale s'est exercée afin que les pays signataires de la Convention de l'ONU pour l'éradication de la torture la traduisent dans leur législation.

Or, le Mexique a signé cette convention en mai 1985. A cette époque, le sous-secrétaire à l'Intérieur, Jorge Carillo Olea, a remis un rapport au groupe de travail de l'ONU sur les disparitions forcées ou involontaires. Ce document, comme l'a révélé Rosario Ibarra de La Piedra, reprend un autre rapport présenté en 1979 et que le FNCR avait déjà dénoncé comme un tissu de mensonges.

C'est que, pour signer des papiers, fabriquer des rapports et des lois d'amnistie, le régime mexicain a une longue expérience.

Pour cacher l'existence de 479 détenus-disparus, de

146 prisonniers politiques et de centaines de personnes poursuivies pour motifs politiques, le gouvernement est prêt à tous les mensonges.

En 1981, Rosario Ibarra obtint, pour le FNCR, une entrevue avec le président de la République d'alors, Lopez Portillo, et la promesse d'une enquête sur les disparus. Résultat de cette « enquête » : le procureur général de la République déclara qu'il n'y avait pas de prisonniers politiques et que les 450 personnes figurant sur la liste fournie étaient mortes au cours d'affrontements avec la police ou l'armée.

Le FNCR possède cependant 35 témoignages irréfutables de prisonniers libérés qui ont connu la prison clandestine et la torture. On sait, par exemple, que de nombreux enlèvements ont été effectués par la neuvième brigade de l'armée, basée au camp militaire n° 1. Embarrassé, le gou-

Derrière les civils, c'est l'armée qui tient les rênes.



vernement laisse parfois échapper quelques fausses notes. Ainsi, le ministre de la Défense a-t-il affirmé, au début de 1981, que ce groupe, dit « brigade blanche », avait cessé d'agir... confirmant par là même son existence. Cette brigade, véritable organisation paramilitaire clandestine, formée de groupe sélectionnés par la police et l'armée, a semé une véritable terreur pendant le mandat de Lopez Portillo.

Mais la répression passe également de manière fort habituelle par des civils armés, ou « pistoleros ». Ceux-ci opèrent dans les campagnes pour le compte de la Confédération nationale campesina (l'organisation paysanne liée au PRI) ou pour celui des grands propriétaires terriens. Leurs cibles : les responsables, ou simplement les membres, d'« ejidos », communautés paysannes et indiennes, ou d'organisations indépendantes qui luttent pour le droit à la terre. Parfois aussi les avocats qui les défendent

dans des litiges fonciers souvent vieux de plusieurs années avec les propriétaires.

En 1984, dans les Etats de Chiapas, Veracruz et San Luis Potosi, chaque semaine trois paysans étaient tués, sept blessés et trois arrêtés, en moyenne.

Dans un rapport intitulé « Violations des droits de l'homme dans les zones rurales » et publié récemment à la suite d'une enquête dans les Etats de Chiapas et d'Oaxaca, Amnesty International dénonce la collaboration directe entre les forces de police officielle et les « pistoleros », la complicité des autorités gouvernementales dans un certain nombre d'assassinats de paysans, et l'absence d'enquêtes et de poursuites contre les auteurs de ces exactions. Quant aux prisonniers politiques, le gouvernement prétend qu'ils sont détenus pour des motifs de droit commun. Quand il ne nie pas purement et simplement leur existence...

Sophie Joanny

# UNE EPOQUE S'ACHEVE

*L'élection de Kurt Waldheim représente un véritable séisme politique en Autriche. Notre correspondant à Vienne revient sur la campagne et sur les perspectives avancées par ceux qui se sont mobilisés contre ce tournant à droite.*

□ De notre correspondant

Ce qui vient de se passer en Autriche constitue un tremblement de terre politique marquant la fin d'une époque liée au nom de Bruno Kreisky. C'est une grande phase de crise politique qui s'ouvre. Cela s'exprime à plusieurs niveaux. D'abord, elle prend la forme d'une modification des rapports entre l'Etat autrichien et le monde occidental du fait de l'élection de Waldheim. Il apparaît ensuite des tensions entre le président élu, le Parti socialiste et la coalition au pouvoir (Parti socialiste et Parti libéral). Une crise a désormais éclaté au sein du Parti socialiste et s'est traduite par la démission du chancelier Fred Sinowatz, remplacé par le ministre socialiste des Finances, Franz Vranitsky, un ancien banquier admirateur de Thatcher et de Kohl. Enfin, des craquements apparaissent dans le Parti libéral, qui se demande s'il ne doit pas s'orienter vers une alliance nouvelle avec le Parti populiste et le Parti conservateur. La presse bourgeoise et le Parti populiste, qui soutenaient la candidature de Waldheim, encouragent une aile des libéraux qui entend profiter de l'élan de la victoire de Waldheim. Ce dernier est ainsi devenu un symbole pour ce tournant dans la politique intérieure autrichienne.

## Une campagne antisémite

La victoire de Waldheim s'explique, même si le score de 54 % paraît incroyable. C'est non seulement la première fois qu'un conservateur est élu président, mais même les plus pessimistes des socialistes ne lui prédisaient que 52 %. La première explication renvoie sur le discrédit frappant les socialistes au gou-

vernement. Ils n'ont pu mobiliser une base qui ne leur a pas pardonné un certain nombre de scandales, le début d'une politique d'austérité et la montée d'un chômage qui commence à se faire sentir.

La deuxième explication, c'est que Waldheim a réussi à mobiliser, autour de son apologie de la Wehrmacht et d'une campagne antisémite perfide, tout le camp conservateur ainsi que les antisémites qui votaient auparavant socialiste. Bien sûr, dans ses déclarations, Waldheim s'est défendu de tout antisémitisme, tout comme le Parti populiste.

La dimension antisémite de la campagne de Waldheim s'est néanmoins manifestée de deux façons. Le Parti populiste et le Parti conservateur ont, par exemple, dénoncé brutalement les membres du Congrès juif mondial, les insultant comme jamais on n'oserait insulter un politicien, même minable, de l'autre camp en Autriche. Les deux formations pouvaient toujours affirmer qu'elles ne s'en prenaient qu'aux fonctionnaires du Congrès juif mondial, l'homme de la rue interprétait ces diatribes contre les Juifs en général. Simultanément, le Parti populiste faisait de l'élection de Waldheim un acte de patriotisme, de conscience nationale, contre la « menace sur la souveraineté autrichienne émanant du CJM ». Personne ne peut sérieusement croire que l'organisme international menace la souveraineté autrichienne. La campagne des populistes et des conservateurs a donc fait délibérément appel à un sentiment refoulé de culpabilité des Autrichiens. Pour dépasser ce sentiment, il fallait créer une situation où la population se sentirait la victime et où les Juifs figureraient comme agresseurs.

Le Parti socialiste a tiré les conséquences de cette élection. Mais il conserve une conception d'un gouvernement de techniciens agissant à côté d'un Parti socialiste chargé de faire de l'idéologie. C'est de cette façon qu'il prépare les élections législatives prévues, sauf anticipation, au printemps 1987. Les chances de l'actuelle coalition sont faibles et certains y trouvent des arguments pour l'élargir jusqu'aux conservateurs.

## L'opposition à Waldheim

Les socialistes, s'ils ont attaqué Waldheim, n'ont pas présenté leur candidat comme incorporant les traditions de l'antifascisme. Le PS a en effet l'habitude de compter sur les voix de l'électorat de tendance « nationale » (70 % de membres du Parti libéral représentent cette position, ce sont d'anciens nazis, des pangermanistes). Le PS ne pouvait donc apparaître offensif. Dans ce contexte, les seuls à s'être mobilisés sont des groupes d'intellectuels, libéraux et de gauche : le Groupe marxiste révolutionnaire (GMR, section autrichienne de la IV<sup>e</sup> Internationale) et Beate Klarsfeld.

Jusqu'à l'arrivée de Beate Klarsfeld, ce courant était un peu déprimé ; chacun se sentait impuissant. Une manifestation et une pétition de 1 200 intellectuels avaient été organisées, mais Beate Klarsfeld apporta un peu d'activisme et d'énergie. C'est avec elle qu'a été décidée l'intervention dans les réunions de propagande de Waldheim, avec des banderoles indiquant : « Waldheim ment. On ne veut pas d'un ex-nazi. »

Cela fut très important et permit l'apparition d'une résistance, par-delà les différences politiques. Dans la foulée de la campagne, une manifestation est prévue le 8 juillet, jour de l'investiture de Waldheim. Parmi les initiateurs, on retrouve notamment des organisations de jeunesse juives, l'Hachomar Hatzair, etc. Il se peut que les organisations de jeunesse socialiste s'y joignent car elles se montrent très hostiles au nouveau président, de même, d'ailleurs, que le quotidien du Parti socialiste.

Le GMR fut la seule organisation politique à participer à cette campagne. Les Verts et les alternatifs s'en sont désintéressés et ont même appelé à voter blanc, favorisant du même coup Waldheim. C'est désormais une campagne contre le tournant à droite qui doit s'organiser.

Claus Frey

## Chronique d'une coupe ordinaire

### « RECHIFLAS »

Pour cause de furie footballistique, le monument de l'Ange à Mexico a été entouré d'une haute palissade en interdisant l'accès. Le grand dévouement devra donc continuer un peu plus loin. Et après la victoire sur l'Irak, la qualification de Mexico a relancé les manifestations « sportives ».

Mais les dégâts des supporters représentent peu de choses à côté des dégâts commis par la nouvelle vague de furie spéculative qui n'a même pas attendu la fin du foot. Il y a peu, il fallait 75 pesos pour faire un franc. En une semaine, le taux est passé à 100, pour se stabiliser aux alentours de 90. Certes, l'inflation a été de 32 % depuis le début de l'année. Mais la chute du peso est bien plus importante. Cette pure spéculation est venue accélérer le mouvement que l'on attendait pour le début de juillet. La banque de Mexico, faute de réserves de dollars, a dû se contenter de regarder.

Le gouvernement a d'ailleurs tout fait pour enclencher ce mouvement, par exemple en faisant voter une loi sur les comptes en dollars. Ils sont réservés en principe aux entreprises, mais cela a donné en réalité le signal de la ruée vers le dollar.

Du coup, le gouvernement se retrouve dans une situation curieuse : d'un côté, il a, à moyen terme, un projet de changement structurel dont l'application implique de laisser le champ libre à la spéculation. Or, celle-ci contraint à court terme le gouvernement à prendre des mesures contraires à son orientation générale. Autrement dit, il y aura moratoire technique avec recours à des prêts-relais, permettant au gouvernement de ne pas perdre tout à fait

la face. Par certains côtés, cette politique a quelque chose de dément, notamment en raison des sacrifices imposés à l'immense majorité de la population. Le salaire minimum a été augmenté de 32 % en décembre, de 25 % ce mois-ci. Et c'est tout jusqu'à Noël, soit au moins 15 % de perte du pouvoir d'achat cette année, qui sera donc, de ce point de vue, pire que 1982 et 1983. Mais, sur le fond, le gouvernement même avec cohérence une route déterminée qui ne s'écarte en rien du tracé fixé, même quand il serait astucieux de le faire.

C'est pourquoi, un « plan azteca », s'inspirant des chocs hétérodoxes argentin ou brésilien, paraît peu probable pour l'instant. Une inflexion ne pourrait survenir que sous la pression de mobilisations suffisamment puissantes.

Pour l'instant, ce qui se passe est plutôt un lent processus de dégradation du pouvoir en place. Ainsi 50 000 métallurgistes ont brûlé leur carte d'affiliation au PRI en réponse à la fermeture des fonderies de Monterrey, qui s'inscrit dans une logique clairement affirmée de restructuration industrielle et de défi aux bastions ouvriers. « En ce qui nous concerne, ici finit le PRI. »

Pour en revenir au Mondial, la séance d'inauguration a été marquée par un festival de « rechiflas » (sifflements) manifestement destinés à couvrir les quelques mots du président. Mais à 400 francs la place, il s'agissait en grande partie de ces classes moyennes dont le régime perd chaque jour un peu plus le traditionnel soutien.

Correspondance de  
Eric Michelot



# LENDEMAINS INCERTAINS

*Le mouvement de grève s'effiloche. Les directions syndicales négocient le plan d'austérité du gouvernement. Mais les 8 000 manifestants d'Anvers en sont sûrs : « Si on est battu, ce ne sera pas de notre faute. »*

□ De notre envoyée spéciale

Anvers, 6 h 00 du matin. A travers les rues désertes, un petit groupe de professeurs militants du POS<sup>1</sup> se dirige vers le local du syndicat FGTB, passe devant la gare centrale et le dépôt des bus. « Tiens, les trams circulent. C'est mauvais signe : le mouvement est bien à la baisse. »

Cette journée d'action du 13 juin a été appelée une fois de plus par la seule FGTB<sup>2</sup>. Le syndicat chrétien, la CSC, a refusé de suivre. De toute façon, depuis le début des grèves en avril, une seule journée a été menée en « front commun syndical » comme on dit en Belgique. C'était le 6 mai. Ce 13 juin pourtant s'annonce particulièrement mal. La FGTB a saucissonné le mouvement : seules les provinces d'Anvers et du Limbourg pour la Flandres, et de Liège pour la Wallonie débraient. Les autres régions travaillent. Leur tour de grève est prévu pour le 20 juin. En clair, la direction n'a pas voulu d'un grève nationale au moment où elle négocie le plan d'austérité avec le gouvernement.

**« On l'a saumâtre »**

A la cafétéria du syndicat, une soixantaine de personnes sont déjà présentes, la mine ensommeillée et le verre de café à la main. En se réunissant à 6 h 00 seulement, le Comité d'action syndicale de la ville, le CAS, a déjà raté l'entrée des employés de la poste. Durant tout le mois de mai, à chaque fois qu'il y a eu mot d'ordre de grève, le comité s'est retrouvé à 4 h 00 du matin pour faire le piquet devant l'entrée du centre de tri. Mais les militants du CAS ne sont pas responsables du loupé de cette fois-ci.

Le CAS est une structure originale d'auto-organisa-

tion. Plusieurs comités du même type sont apparus en mai à Bruxelles, Gand et Liège. « Celui d'Anvers, explique Rudy, qui en a été l'un des fondateurs, existe depuis les grandes grèves du secteur public de 1983. A l'époque, il rassemblait deux à trois cents personnes qui prenaient en charge la répartition des piquets de grève, le ravitaillement, etc. Il n'a pas survécu à la fin des grèves, la bureaucratie y a veillé. Mais il s'est spontanément reconstitué en mai et regroupe une centaine de personnes. Le point positif ? Les gens nous trouvent plus conséquents que les secrétaires des syndicats. Mais si nous appelons à la grève, ils ne nous suivront pas pour autant. L'exemple de la poste est révélateur. La branche n'a pas répondu à l'appel d'aujourd'hui<sup>3</sup> parce que, explique sa direction, celui nuirait aux négociations en cours sur le secteur. La base a grogné mais le CAS n'a pas les moyens de prendre l'initiative. Bref, ce n'est pas un comité de grève. »

Le comité se dirige vers la poste, puis se masse devant le portail. On devise, on attend. A 7 h 30, une fourgonnette qui transporte



Manifestation d'enseignants en Flandres, fin mai.

le courrier veut rentrer. Refus courtois du piquet, le dhauffeur obtempère. Dix minutes plus tard, il est de retour, précédé d'une voiture de flics... qui fonce. Le piquet ne résiste pas, la fourgonnette rentre. Les flics restent dans la rue. Le face-à-face dure trois heures et la scène se répète trois fois. « L'ennui, commente un gréviste, c'est qu'il n'y ait personne de la poste parmi nous. »

A dix heures, le petit groupe décide de retourner au local du syndicat pour être sur place et accueillir les délégations des autres régions en grève. La FGTB a en effet prévu une manifestation centrale à Anvers pour tous les grévistes du 13 juin.

La cafétéria du local est déjà bondée. Des Wallons sont venus de Liège mais aussi de Charleroi qui ne faisait pourtant pas grève. « Nous sommes quand même venus, explique un délégué syndical de la ville, parce que la FGTB est minoritaire en Flandres, loin derrière le syndicat chrétien. Faut se soutenir ! »

Chacun se presse au comptoir, commande sa bière et y va de son commentaire. « Des grèves comme ça de vingt-quatre heures, ça ne sert à rien. On fait ça depuis un mois, explique un métallo de Cater-

pillar qui se dit du PTB<sup>4</sup>, les gens s'usent. Surtout depuis le 31 mai, on l'a saumâtre. On était deux cent mille à Bruxelles ce jour-là ; on scandait "grève générale" ; on attendait que le FGTB y appelle ; penses-tu ! Tout ce qu'elle trouve, c'est cette histoire de grève de vingt-quatre heures et par région en plus ! Ça ne peut que démobiliiser ! » « Et puis, surtout, explique un autre métallo, socialiste cete fois, on a bien compris ce que recherche la FGTB et, à travers elle, le Parti socialiste : ils veulent revenir au pouvoir. Ils entretiennent le feu... sans plus. Mais, imagines que notre mouvement les pousse au gouvernement dès maintenant, ils seraient bien obligés de faire la même politique que la droite. Et alors, ils nous auraient en face dans la rue parce que de cette austérité, c'est clair que nous n'en voulons pas. Ils préférèrent donc attendre que les patrons aient obtenu tout ce qu'ils veulent et alors seulement ils s'arrangeront pour reprendre le pays. C'est politique tout ça... »

**« On veut casser la baraque »**

La manifestation commence, mais la cafétéria a du mal à se vider. « On se voit pas souvent entre Wallons et Flamands. On ne sait pas ce qui se passe chez l'autre. On n'a même pas la même télévision ! Alors on en profite quand on se voit », explique une petite dame d'une soixantaine d'années venue de Charleroi, avec ses amies, toutes endimanchées et soigneusement mises en plis pour manifester à Anvers.

Le cortège finit par s'ébranler. Au milieu des drapeaux rouges qui sont foison, quelques bannières vertes de chrétiens. Une dizaine à peine. En Flandres, la CSC est beaucoup plus liée qu'en Wallonie au parti chrétien au pouvoir. Les huit mille manifestants ont beau passer par le centre d'Anvers, le cœur n'y est plus. Il n'y a guère que les Wallons pour chanter l'In-

ternationale et crier : « Eric et rac, on veut casser la baraque ! ». A l'issue du parcours, le message du président de la FGTB Flandres passe mal. Et si le dirigeant ne reçoit pas de tomates comme le 31 mai, il n'est pas applaudi non plus. « Il faut rester mobilisés, dit-il, pour que les négociations aboutissent. » Le mot « grève » n'est pas prononcé une seule fois.

Les deux centrales syndicales discutent en effet depuis maintenant quinze jours pour obtenir des concessions du gouvernement, secteur par secteur. Elles ont toutes deux accepté le principe de l'austérité et se contentent de limiter les dégâts.

Dans ce contexte, de nouvelles mobilisations avant les vacances semblent peu probables. Le mouvement est à la baisse. « Mais nous ne nous estimons pas battus sur nos propres forces », affirme la majorité des délégués syndicaux. C'est également l'avis du POS. « Après l'échec du mouvement de 1983, explique Philippe, membre du bureau politique, la volonté de combattre n'a pas disparu. Elle ne disparaîtra pas non plus cette fois-ci. » « Le mouvement syndical ne connaît pas le même type de crise qu'en France. Entre 80 et 85 % des travailleurs restent syndiqués. Et à chaque grève apparaissent des formes d'auto-organisation. Les directions syndicales perdent leur légitimité. Les grévistes n'attendent plus rien non plus d'un retour des socialistes au gouvernement. Le problème, c'est qu'ils ne voient pas comment déboucher sur une alternative crédible. »

Flora Chénétier

## Au sommaire de IV<sup>e</sup> Internationale

n° 20. Mai 1986 — 40 francs.

- Mouvement ouvrier et défis technologiques (avec des articles sur l'Italie et la RFA).
- Afrique du Sud : rapport sont la ligne générale a été adoptée par le CEI de février 1986.
- Un article d'E. Mandel : « Marx, la crise actuelle et l'avenir du travail. »

1. Section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale.

2. Fédération générale des travailleurs belges. La direction est très proche des partis socialistes.

3. La tradition syndicale veut que les branches et régions jouissent d'une grande autonomie de décision.

4. Parti des travailleurs belges, de tendance maoïste.

# LE PRIX DU PROGRES

*La catastrophe de Tchernobyl a confronté des populations aussi éloignées du lieu de l'accident que celles d'Europe occidentale aux risques d'une augmentation de la radioactivité. Alors que les officiels n'ont pour seul mot d'ordre que « rassurer », il n'est pas inutile de revenir sur la menace.*

**M**enace diffuse et impalpable, la radioactivité se présente aux gens, obscurcie par la complexité scientifique du problème. Les grands caractérisants sont de deux sortes :

— L'activité, qui est l'intensité de l'émission de radiations par une substance radioactive, par seconde. Elle s'exprime en becquerels ou en curies. 1 curie = environ 37 milliards de becquerels. Pour avoir un sens, l'activité doit être rapportée à la quantité de matière considérée.

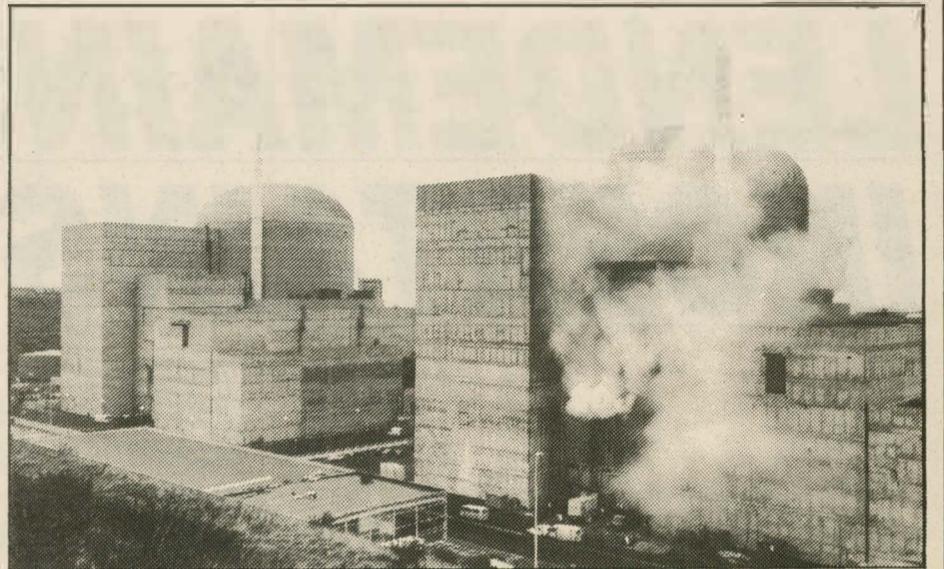
— La dose, qui est l'intensité de radiation absorbée par une substance atteinte, par exemple, un organisme vivant. Elle s'exprime en rads ou en rems. Le rem caractérise l'effet biologique d'un rayonnement sur le corps humain. Le rem est le rad multiplié par un facteur qui diffère selon les divers types de rayonnements. Dans une première approximation, il est tout à fait satisfaisant de considérer ce facteur égal à 1, et 1 rad = 1 rem. Mais si l'activité se mesure directement au moyen d'appareils de mesure, la dose reçue par le

corps humain exprimée en rems ne se mesure pas directement. Elle se calcule, dans le cas de n'importe quel M. Tartempion par l'intermédiaire d'évaluation du genre : Tartempion a passé tant d'heures ici, tant d'heures là, il a mangé tant de kilogrammes de salade et bu tant de litres de lait contaminé, pendant tant de semaines.

## Plusieurs milliers de rems par heure

1 000 rems est environ la dose immédiatement mortelle. A 400 rems, une personne sur deux meurt dans les semaines suivantes<sup>1</sup>. Selon Viktor Sidorenko, membre de la commission d'enquête soviétique, le débit de dose dans le cœur du réacteur accidenté a pu atteindre jusqu'à plusieurs milliers de rems par heure (le Monde, 17 mai 1986). Cinq heures d'exposition suffisaient donc à atteindre la limite de dose par année, qui est la norme internationale dans l'industrie pour le personnel.

Mille rems est la dose immédiatement mortelle. A 400 rems, on meurt en quelques semaines.



Les gens n'accepteront pas de voir justifier un malheur par d'autres malheurs.

Selon les normes internationales, l'industrie nucléaire a le droit d'exposer chaque individu de la population en général à 500 millirems (0,5 rems) par année (aux Etats-Unis : 170 millirems).

## Radioactivité naturelle et artificielle

Cette dose autorisée n'a jamais été atteinte jusqu'à présent. Sinon dans des régions situées sous le vent jusqu'à quelques centaines de kilomètres de Tchernobyl. Ainsi, à 100 kilomètres au nord, la dose annuelle pourra s'élever à environ 10 000 millirems (10 rems) en une année et à Minsk, située à 400 kilomètres au nord, 400 millirems par an pendant cinq ou dix ans, vu les poussières radioactives déposées sur le sol (New Scientist, 15 mai 1986).

Contrairement à ce que certains journalistes osent encore écrire, il n'y a strictement aucune différence dans les effets sur la santé entre radioactivité naturelle et artificielle. La seule différence est que l'humanité doit probablement se résigner à l'une, alors qu'elle est responsable de l'autre. On estime que la radioactivité naturelle est cause d'environ 2 % de tous les cancers.

## Double discours

On peut penser, grosso modo, qu'en Occident, en tout cas, la multiplicité des centres scientifiques indépendants les uns des autres garantit que personne ne puisse vraiment mentir longtemps sur les chiffres. Par contre, on assiste très nettement à un découpage du discours officiel en deux versions très différentes. L'une grand public : « Tant qu'on est en dessous des 500 millirems, il n'y a absolument aucun danger. » Quel sens vont donner les

gens à « aucun danger » ? C'est bien forcément le sens « aucun malade, aucun mort ». L'autre, spécialisée : « 1 000 millirems supplémentaires sur une population de 1 million de personnes égalent 100 à 125 morts par cancers supplémentaires qui se manifesteront dans les trente à cinquante ans à venir<sup>2</sup>. » Soit, à 200 millirems pour 6 millions de personnes, 120 à 150 morts par cancer.

En effet, comment sont établies les doses limites officielles ?

Le rapport de 1973 de la Commission fédérale suisse de surveillance de la radioactivité explique les critères de la CIPR (Commission internationale de protection radiologique).

« L'établissement de limites admissibles d'équivalent de dose serait simple si un seuil était connu, au-dessous duquel aucune lésion ne se produit (...) »

« Pour la fixation de ces limites, la CIPR est partie de l'hypothèse prudente que chaque irradiation implique un certain risque d'effets somatiques et génétiques et que les effets biologiques sont proportionnels à la dose également pour de faibles équivalents de dose. » (...)

Le paragraphe 32c des recommandations de la CIPR de 1962, toujours en vigueur, a la teneur suivante : « La commission a donc recommandé une dose génétique maximale de 5 rems (5 rems sur trente ans, soit 170 millirems par année. NDLR), en se fondant sur le principe que la charge qui en résulterait pour la société serait acceptable et justifiée si l'on considère les avantages probablement de plus en plus grands qui résulteraient de l'extension des applications pratiques de l'énergie atomique. »

Quelques bureaucrates internationaux ont donc décidé à la place des gens que tant de morts et tant de souffrances étaient compensées par les avantages de l'énergie nucléaire, ses désavantages étant abusive-

ment assimilés à ceux du manque d'énergie tout court.

## Le coût social

De même, le New Scientist du 15 mai 1986 écrivait : « Pour l'Europe occidentale, les autorités ont levé à nouveau toutes les mesures et déclaré que tout était à nouveau en ordre. Les limites d'action n'ont pas été atteintes, sauf en de rares endroits. Néanmoins, il faut se rappeler que ces limites d'action ne sont pas des limites de non-danger. Ce sont des formules de compromis élaborées de façon bureaucratique, qui reviennent à juger qu'un certain nombre de cancers est équivalent au coût social d'une perturbation de l'économie agricole (par des interdictions de consommation). »

Voilà pourquoi les autorités, tout en affirmant qu'il n'y avait « aucun danger », recommandaient quand même des précautions alimentaires.

Mais comment faire accepter la vérité aux gens ? Voilà la cause forcée de l'embarras et de la duplicité des officiels. Les gens accepteront-ils de payer le prix du « progrès » ? Il y a fort à parier que même si les morts par cancers dues au nucléaire sont peu nombreuses comparées à d'autres causes de mortalité d'origine humaine ou naturelle, les gens n'acceptent pas de voir justifier un malheur par d'autres malheurs et chercheront plutôt à les remettre en question tous.

Robert Lochhead

1. Parmi les 300 personnes hospitalisées à Moscou, les 35 qui sont encore entre la vie et la mort, et les 19 déjà mortes, ont reçu des doses d'environ 600 à 800 rems.

2. M<sup>me</sup> Fritz-Niggli, de la Commission fédérale de surveillance de la radioactivité dans la Neue Zürcher Zeitung du 17-18 mai 1986. Il meurt par année en Suisse 200 000 personnes du cancer.

**Ce n'est déjà plus un mystère, mais ce n'est pas franchement public. Les principaux syndicats autonomes de la fonction publique montent l'échafaudage d'une nouvelle confédération syndicale. Rien de moins ! Le bouleversement qui se profile est suffisant pour que « Rouge » ait, point par point, reconstitué l'opération.**

Après les congés d'été, viendra pour la FEN, la FASP et les syndicats autonomes le temps de l'addition : rentrée scolaire, blocage salarial, budget 1987. Quel dirigeant syndical modéré ne se prononcerait pas pour une journée d'action de la fonction publique, au mois d'octobre, avec grève et manifestation nationale ?

Les syndicats du secteur public, « rebondissant » sur la défense du service public aujourd'hui, réussiront sans aucun doute leur démonstration de force revendicative après les vacances. Il sera bien temps ! Mais d'aucuns voient plus loin... Car la sanction des rapports de forces, à gauche, révélée le 16 mars, fait

beaucoup gamberger. Au Parti socialiste, on s'interroge : comment stabiliser 30 % d'électeurs et même les porter à 40 %, sans de puissants relais sociaux ? La CFDT est imprévisible, FO est incertaine. Mais la FEN, immolée sur l'autel de l'école privée et des mesures simples et pratiques, fidèle entre les fidèles, mérite

sûrement beaucoup d'égards... Unitaire, massive, dominante dans la fonction publique, elle est le pilier idéal. Et il n'est nul besoin que le PS entretienne avec la FEN des relations de dépendance organique pour qu'elle comprenne le message. Le 16 mars paraît libérer la social-démocratie de l'épine communiste.

Feu sur le grand quartier général, on peut désormais faire le siège du PCF sans rencontrer sur son chemin un colonel Fabien.

Un grand « big bang » syndical d'ici trois ans : du côté des socialistes, on commence à prendre son rêve pour une réalité.

Nicolas Jeanson



Il était une fois un instituteur et un flic qui s'aimaient d'amour syndical... C'était en 1981, au premier royaume des gauches. Lors, la blouse grise et le képi se mirent à rêver de refaire l'histoire. Ils n'étaient pas les seuls à penser que 1981 pouvait ressembler à 1936 : ainsi réagirent les patrons et les « gauchistes », dans un premier temps du moins...

Donc, les camarades Bernard Deleplace, fraîchement porté à la direction de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), et Guy Georges, secrétaire général du SNI-PEGC, lancent en janvier 1982, avec trois compères (du SNUI des impôts, du SNJ des journalistes, de la FGSOA-agriculture), un appel à l'unité syndicale. « Les entreprises nationalisées, la décentralisation, affirment-ils, seront des réussites pour autant que les travailleurs, non seulement se sentiront partie prenante, mais aussi, pourront exercer leur droit de contrôle et de contestation. Qui le peut, sinon un mouvement syndical puissant ? »

Le 12 mai suivant, dans le Monde, Guy Georges publie un « Plaidoyer pour un syndicalisme fort » : « L'affaiblissement du mouvement syndical, écrit-il, est une conséquence directe de la division syndicale. Celle-ci tend à dénaturer les objectifs syndicaux et entraîne les syndicats hors de

leur véritable travail. La surenchère conduit à la démagogie. » Le sens est clair : l'unité syndicale n'est pas un levier pour une mobilisation sociale mais, à l'inverse, un moyen de calmer la surenchère. La tribune du Monde, venant cinq mois après l'appel des cinq, plutôt que de relancer l'essai, y met un terme.

**D'un côté, l'addition FASP-FEN, avec un demi-million d'adhérents. De l'autre, la constellation des syndicats autonomes, petits mais influents dans leur milieu.**

A la FASP, la promotion de Bernard Deleplace, ancien mineur cégétiste, doté d'une bonne intuition et proche de sa base, remet en cause le confort corporatif. Le nouveau dirigeant cherche des ouvertures. En 1983, la FASP réussit une sorte d'OPA sur la discrète Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF) qui végétait. Avec ses 70 000 cartes, le syndicat des policiers domine aujourd'hui une FGAF qui plafonne à cent mille adhérents au mieux, et n'est majoritaire, outre au ministère de l'Intérieur, qu'à celui de

# Fonction publique Big bang syndical ?



La prochaine pièce du dispositif, une journée d'action de la fonction publique ?

la Justice. Grâce à la Fédération générale, les syndicalistes de la police accèdent aux négociations salariales de la fonction publique, et participent à la discussion du statut le Pors des fonctionnaires.

Tandis que les syndicats de policiers rentrent dans la FGAF et gèrent la modernisation de la police, la FEN est accaparée par la guerre scolaire. Finalement, la FASP ayant trouvé un élargissement et la FEN s'étant repliée sur ses problèmes propres, les

deux fédérations oublieront vite l'appel des cinq. Celui-ci aura cependant donné naissance à une coordination informelle de dix syndicats autonomes, plutôt jaloux de leur autonomie. Ainsi naît le groupe des dix qui s'est récemment manifesté par un appel commun à la manifestation du 7 juin sur TF 1. S'y retrouvent la FGSOA (Fédération générale des salariés des organisations agricoles), le SNUI (Syndicat national unifié des impôts), la FGAAC (Fédération générale

autonome des agents de conduite-SNCF), la FAT (Fédération autonome des transports-RATP), le SNJ (Syndicat national des journalistes), le SUPCEP (Syndicat unifié des personnels des caisses d'épargne et de prévoyance), le SNCTA (Syndicat autonome des contrôleurs du trafic aérien), le SNABF (Banque de France), la FADN (ministère de la Défense nationale), le SNPAC (personnels des chambres de commerce).

Que pèse cette poussière de syndicats ? Sans doute de cinquante à soixante mille adhérents, un nombre qui n'est négligeable pour aucune confédération aujourd'hui...

Jusqu'au 16 mars, il existe donc deux réseaux, parfois interférents. D'un côté, une liaison bilatérale FASP-FEN, qui unit les deux plus gros bataillons, puisque leur addition (de

elle ne reste pas inerte pour autant. Un document de la tendance « unité et action » de la FEN affirme : « Les choses semblent à ce point avancées, qu'une structure permanente regroupant les dirigeants de la FEN, de la FASP, du SNUI et du SNJ se réunit chaque semaine à Paris. » La liste serait complète, en y ajoutant la FGSOA. Ce qui représente un groupe d'une dizaine de dirigeants, qui se réunit chaque semaine au siège du SNI. Vertébré par l'axe FEN-FASP, il réfléchit aux convergences contenues dans l'actualité syndicale, pose les jalons de structures syndicales à constituer et fait le point des contacts avec les autres syndicats autonomes. Le SNUI représente une passerelle vers le groupe des dix : la FASP et le SNJ côtoient, dans le comité presse-police-justice, le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France. Quant à la FGSOA, la plus réticente à

la syndicalisation dans le privé.

Ainsi va la concertation entre syndicats autonomes. La convivialité tient lieu d'organisation. En retour, elle laisse les mains libres à chacun... surtout aux plus déterminés, comme la FEN, qui n'hésitent pas à lancer des ballons-sonde dans la presse, sans s'embarasser de leurs

« Une structure permanente se réunit chaque semaine à Paris. »

contacts unitaires. Mais les intentions de la FEN et de la FASP dépassent la seule polarisation de la mouvance autonome.

Deux pistes sont en voie de défrichage. La première est l'extension à la fonction publi-

**Objectif : participer, au-delà de 1988, à une redistribution des cartes confédérales, à l'heure des successions de Maire, Bergeron et Krasucki ?**

500 000 à 600 000) les porte à un niveau comparable, voire supérieur, à celui des confédérations. De l'autre, la nébuleuse des syndicats autonomes, petits en taille, mais souvent majoritaires, et toujours influents dans leur milieu. Ceux-là, jusqu'à maintenant, se sont montrés moins pressés que les policiers et les enseignants de se doter d'une superstructure.

Des dernières élections, la FEN a retenu la victoire de la droite et, plus encore, la défaite du PC. Sans forcer les rythmes,



Les syndicats autonomes, petits en taille, mais influents dans leurs secteurs.

proclamer une nouvelle confédération, ses partenaires ne désespèrent pas de la convaincre, car elle représente une ouverture sur

que territoriale : un potentiel de 1,3 million agents territoriaux, communaux, ou anciens des services centraux transférés aux

Lors d'une manifestation de la fonction publique en 1984, on reconnaît, entourant Krasucki, les dirigeants de la FEN, FGAF et de la FASP.



## Unité, mode d'emploi

Pour réaliser l'unité, comme pour le reste, il y a manière et manière. La plus simple, c'est encore de lancer une proposition publique et sans exclusive. La FEN sait le faire, puisqu'elle s'est adressée récemment de cette façon aux fédérations de fonctionnaires à propos des salaires. Mais la FEN sait faire plus dans cette voie. La motion « Bonissel-Valière », véritable charte du congrès de fondation en 1948, se prononçait pour un « congrès de fusion » des confédérations, seul à même de reconstruire l'unité syndicale. Cela, c'est la manière transparente, la seule qui convienne à un projet unitaire.

Il y a l'autre : la manière « pas vu, pas pris, je t'embrouille ». On sélectionne ses interlocuteurs. On les choisit plutôt fonctionnaires et plutôt socialistes. On discute de bouleverser l'échiquier syndical, mais comme cela concerne tout le monde, on n'en parle à personne. Et surtout, on fait beaucoup de politique, en toute indépendance, bien sûr. Personne ne cumule de mandat politique et syndical, personne n'est téléguidé par Jos-

pin. Mais alors, le 16 mars, quel déclic !

Car ce dont il s'agit, ce n'est pas de limiter la dispersion syndicale, c'est de constituer une force syndicale social-démocrate qui, dans une dynamique entraînant tout ou partie de FO et de la CFDT, prendrait la première place et ravalerait la CGT au rang correspondant aux 10 % de voix du PCF.

Le projet de la FEN est si peu « unitaire » qu'elle est prête, si nécessaire, à pousser dehors ses minorités Unité et action et Ecole émancipée. Ni l'une ni l'autre ne s'y trompent. On ne convaincra personne qu'un processus d'unification commencera par l'éclatement de la seule grande fédération unitaire subsistante ! Et si des dirigeants UID, grisés par la courbe électorale d'un parti qui a, semble-t-il, répondu à leurs revendications, se lassent du syndicalisme ou se sentent à l'étroit dans l'enseignement, qu'ils aillent épancher leurs ambitions ailleurs. Mais qu'ils laissent la vieille maison à ceux qui y croient encore : elle ne leur appartient pas.

N. J.

collectivités, du fait de la décentralisation. La FEN entend exercer un « droit de suite » sur ses syndiqués qui quittent un corps du ministère pour en rejoindre un autre des collectivités territoriales. Une fois parvenue en territoire « étranger », pourquoi la FEN se priverait-elle de s'adresser aux sept cent mille communaux, par exemple ? Coup d'œil sur la composition du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale : sept CGT, six FO, quatre CFDT, un FGAF. Les autonomes y ont donc déjà un pied, par le biais d'une fédération des agents territoriaux qui revendique dix-huit mille cartes.

Deuxième piste : on s'interroge beaucoup, et pas seulement chez les syndicalistes, sur l'avenir des confédérations. Que de-

viendra FO après la succession de Bergeron, prévue pour 1988 ? Et que feront les fonctionnaires FO, dont le porte-parole, André Giaucque, est décrit comme proche du RPR ? La CFDT, avec ses 450 000 adhérents au mieux, et ses clivages politiques croissants, est plus précaire encore. Le poids relatif des fonctionnaires y augmente, mais les forces centrifuges aussi. Il n'est pas interdit aux autonomes de prétendre participer, au-delà de 1988, à une redistribution des cartes confédérales à l'heure des « trois successions » de Maire, Bergeron et même de Krasucki. Les militants d'obédience socialiste dans la CGT ne travaillent-ils pas à resserrer leurs liens ?

C'est donc bien une confédération qu'il s'agit d'impulser,

même si, au départ, elle s'appuiera sur les bastions du secteur public, et même si, dans son fonctionnement, elle laissera aux syndicats professionnels beaucoup plus d'autonomie qu'ils n'en disposent dans les vieilles confédérations.

Voici donc le projet, suivi avec sympathie du côté des amis de Pierre Mauroy. Dans l'immédiat, un front syndical autour de la défense des services publics et des libertés. A la rentrée, une action revendicative d'ampleur dans la fonction publique sur les salaires et le budget 1987. Et le père Noël pourrait apporter une initiative officialisant les contacts intersyndicaux. Telle est la voie qu'emprunte aujourd'hui le vieux rêve social-démocrate d'une « DGB à la française ».



La défaite des laïques, un moment-clé de l'histoire récente de la FEN.

# Scénario pour l'aventure

*Numériquement et politiquement, la FEN est le pivot de l'opération « DGB à la française ». Mais elle n'obéit pas seulement à des visées lointaines. Ses difficultés immédiates la poussent à chercher un deuxième souffle dans un projet neuf.*

**C**omme pour tirer le bilan de l'organisation interne de la FEN, Jacques Pommatau, son secrétaire général, expliquait dans une interview datée du 26 mai dernier : « Cette espèce de multiplicité des syndicats nationaux – cinquante ! – avec chacun son domaine, ses compétences, son autonomie réelle, peut laisser parfois dubitatif. »

Les raisons d'en finir avec l'émiettement de la FEN ne manquent pas, mais elles ne sont pas nouvelles. Pourquoi apparaissent-elles maintenant ? Pourquoi un organigramme, mis en place par l'UID, lui devient-il pesant aujourd'hui ? La réponse vient encore de Pommatau : « Je ne dis pas qu'aujourd'hui ou demain, il faut bouleverser les statuts de la FEN. Mais il nous faut quand même, dans le cadre général de la fonction publique, voir quelles sont les conséquences des évolutions qui se font. Il nous faut voir quels sont les intérêts communs aux travailleurs de l'Etat, à ceux des collectivités locales, et voir quelle peut être la place de la FEN là-dedans, et quelles structures nouvelles elle pourrait adopter. »

En clair, le secrétaire général affirme que la perspective confédérale oblige la FEN à simplifier

ses structures. Tout simplement, parce que les autonomes envisagent pour leur confédération des formes souples d'organisation, préservant l'initiative de chaque syndicat national. Encore faut-il que ce « chapeau » confédéral puisse s'appuyer sur des syndicats forts et des fédérations de taille. Dans la cinquantaine de syndicats de la FEN, bien des regroupements sont possibles qui ne heurteraient ni la logique ni le bon sens !

Mais il serait bien naïf de croire que la restructuration interne à la FEN est un problème technique de définition de champs de syndicalisation. C'est en réalité la zone des manœuvres la plus minée. Car, à la FEN, il n'y a pas seulement des syndicats nationaux, mais aussi des tendances. Il y en a une, en particulier, où militent les communistes, et qui anime une trentaine de sections départementales et des syndicats nationaux aussi importants que le SNES ou le SNESup : c'est Unité et action. Et une des façons directes de contester l'influence de U et A est de remodeler les structures qu'elle dirige.

Or, parmi les dirigeants de la FEN, l'opportunité de conserver l'unité organique avec un courant proche du PC est rediscutée. Politiquement, l'Union de la

gauche est morte ; syndicalement, les partenaires de la future confédération accepteraient mal de se retrouver dans des unions départementales, mêmes souples, sous influence U et A.

Pour parachever l'édifice, ni UID ni PS ne sont résignés à abandonner la syndicalisation des enseignants des collèges et lycées au SNES dirigé par U et A. Si la direction UID s'efforce d'élargir son influence hors de l'enseignement, ce n'est pas pour abandonner la direction des profs du second degré à des militants communistes ! Au contraire, il lui semble que le poids d'un appareil confédéral ne serait pas de trop pour concurrencer la tradition du SNES-U et A dans les collèges et les lycées. Ainsi, les dirigeants UID se plaisent à souligner un paradoxe : « Il y a une anomalie socio-syndicalo-politique dans le fait que le PCF, ultra-minoritaire dans l'opinion et dans la gauche, puisse contrôler nos sections départementales par U et A interposé », explique un texte interne d'UID.

Sans doute, la direction UID mesure-t-elle ses propres faiblesses syndicales. Elle a donc mis à profit la suppression par Monory du recrutement des PEGC, pour opérer un tournant pédagogique en direction des

enseignants du second degré. Mais, UID n'espère pas reconquérir sinon une majorité, au moins de fortes positions dans le SNES, par la seule magie d'un discours pédagogique renoué.

Elle attend plus d'effets d'un redécoupage des structures internes à la FEN. La direction fédérale travaille explicitement sur plusieurs hypothèses : dissoudre le SNES dans un grand syndicat enseignant, de la maternelle à la terminale, ou encore le scinder en deux syndicats, un pour les collèges, un pour les lycées... Mais demeure toujours un point commun : casser l'appareil du SNES et l'influence qu'il organise.

Finalement, il n'est pas exagéré d'affirmer que l'ambitieux projet confédéral se jouera, pour l'UID, sur les deux questions suivantes : Peut-elle amener U et A à s'adapter suffisamment pour être politiquement tolérable ? Dans la négative, faut-il pousser U et A dehors ?

Or, pour prendre le risque d'exclure U et A, la FEN devrait être certaine de réussir l'opération confédérale. Pour l'immédiat, UID cherche donc à coincer le SNES. Soit l'alignement, soit la porte. Et UID a deux billes dans ses poches. Primo, le SNES sait que son départ de la FEN se traduirait par un affaiblissement sensible de ses forces, d'autant qu'il serait accompagné d'une campagne du type « scission communiste à la FEN ». Deuxio : la CGT est strictement invivable pour le SNES ; elle cultive l'art de choquer les profs ; elle se trouve sur une pente qui l'éloigne du pragmatisme du SNES ; enfin, elle constitue des syndicats départementaux mêlant tous les person-

nels de l'Education. Pour le SNES, intégrer la CGT ce serait donc se dissoudre !

Pour l'heure, la direction de la FEN gagne du temps. Elle a l'espoir que le PC et la CGT déclinant, U et A sera contraint d'accepter son maintien dans la FEN, au prix de sa minorisation. D'autant plus que le débauchage de militants U et A par la CGT, essentiellement chez les instituteurs, a commencé. Et la préparation des élections professionnelles de décembre 1987 dans l'enseignement rapproche la CGT de l'échéance d'un choix définitif. Plus la CGT avance chez les enseignants, plus l'isolement du SNES dans la FEN s'accroît.

C'est pourquoi la direction fédérale a intérêt à ce que la CGT renforce ses pressions sur U et A. En laissant apparaître son intention de s'attaquer aux champs de syndicalisation confédéraux, sans pour autant faire le premier geste, la FEN pousse la CGT à « commettre une faute ». Quelle faute ? Celle qui donnerait à la FEN le prétexte qui lui manque, celle qui affaiblirait beaucoup U et A, en renforçant peu la CGT et surtout celle qui consisterait à présenter des listes CGT en 1987, dans des conditions telles que le CGT apparaîtrait la moins représentative des grandes confédérations dans le milieu enseignant.

Triple faute pour la CGT, triple obstacle pour U et A, triple prime pour UID ! C'est dire que la FEN et les forces politiques qui appuient son initiative comptent beaucoup sur les erreurs de leurs adversaires. Que ceux-ci jouent « serré », et la partie de l'unité peut être gagnée.

# ILLUSIONS PERDUES

Dans son dernier film, « Etats d'âme », le réalisateur Jacques Fansten met en scène cinq jeunes gens évoluant dans la période allant du 10 mai 1981 au 16 mars 1986. « Rouge » l'a rencontré.

Jacques Fansten a réalisé, il y a dix ans, le *Petit Marcel*, qui avait obtenu, selon son expression, « un succès d'estime ». Il faut comprendre qu'il avait été remarqué sans atteindre le grand public. Fansten revient donc au cinéma avec *Etats d'âme*. Gros budget, large publicité, distribution remarquable (cinq jeunes acteurs dans le vent), le film conte l'histoire de cinq copains qui, entre tendresse, brouilles et éclats de rire, vivent les années de la gauche au pouvoir. Entre ces deux films, Fansten a travaillé pour la télévision, et cela a si bien marché qu'il n'eut pas besoin de se battre pour réaliser ses projets.

Dans l'entretien qu'il nous accorde, il parle de son dernier film, mais aussi de la dernière en date de ses réalisations pour Antenne 2 : *les Lendemain qui chantent* (Antenne 2 1985). Dans les années cinquante à Paris, chez des Juifs communistes, un cousin arrive d'URSS et pose quelques problèmes...

□ *Du projet à la réalisation, combien de temps a-t-il fallu pour aboutir à Etats d'âme ?*

Jacques Fansten — J'ai bénéficié d'une situation privilégiée, de bout en bout. Claude Zidi a proposé de produire mon film. Quant aux cinq acteurs, il s'agit d'un choix miraculeux, allant pourtant à l'encontre de ce qui se fait dans le

**Les cinq acteurs d'« Etats d'âme ». Des gens qui ont une idée du monde et qui en prennent plein la gueule.**



Jacques Fansten : « 1981, on a l'impression que c'était il y a vingt ans. »

cinéma français où l'on trouve une ou deux têtes d'affiche et puis plus rien. Quand j'ai écrit le scénario qui se veut une histoire collective — donc qui repose sur cinq premiers rôles —, il me fallait cinq acteurs à part entière. Eux, ça les a titillés. Ils sont entrés dans le film avec l'envie de jouer le jeu à fond, et d'éliminer la rivalité.

□ *L'histoire, c'est quoi ? Cinq jeunes gens « déçus » de la gauche ? Leur vie au cours des cinq années qui séparent mai 1981 du 16 mars 1986 ?*

J. F. — Ces cinq types se sont connus dans les manifs lycéennes de 1971-1972. Ils se retrouvent le soir du 10 mai, à la Bastille. Il y a là

une fille, Marie, qui est sur le point d'accoucher. Elle voudrait avoir son enfant à ce moment précis, dans la fête. Ils voudraient bien l'appeler François, mais elle le prénomme Martin. Ils vont, tous les cinq, vivre avec elle une histoire, poursuivre un fantasme. Ils pensent, avec illusion, comme pour la politique, qu'elle va changer leur vie. Ils ont un vague passé militant, mais ce ne sont pas des gens idéologiquement forts. Leur demande envers la gauche est une demande irréaliste. Du coup, il vont avoir du mal à combler le fossé séparant cette demande et l'absence de réponse.

Je ne crois pas que le film conte une déception. Ils font tous des rêves plus grands que la vie. Nous sommes d'une génération — je dois moi-même être un peu comme ça — pour laquelle mes aspirations anti-autoritaires, un peu anar, s'étaient assimilées aux idées de gauche, la gauche ayant toujours été loin du pouvoir. Or, la gauche arrivant au pouvoir ne peut répondre à ces aspirations « anarchistes ».

Mon film raconte d'abord l'histoire de gens, il n'est pas un discours politique. Je suis convaincu que ces années comptèrent beaucoup. Car elles ont cassé des mythes, et en ont provoqué d'autres. Quand on regarde des images de 1981, on a l'impression que c'était il y a vingt ans... Ça m'intéressait de travailler sur ce souvenir.

□ *Justement, est-ce qu'il n'y a pas une parenté avec les Lendemain qui chantent, bien que le désespoir de générations qui ont vécu l'Holocauste et le stalinisme soit sans commune mesure ?*

J. F. — On m'a déjà fait remarquer que j'avais réalisé coup sur coup et sans en avoir conscience, des films portant sur des gens qui ont une idée du monde et qui en prennent plein la gueule. *Les Lendemain qui chantent* est une œuvre totalement autobiographique. Avoir une adolescence communiste et prendre des grands coups derrière la tête, ça laisse évidemment des traces.

*Les Lendemain qui chantent*, c'est un regard *a posteriori* sur un réel et profond échec de l'histoire. En comparaison, le contexte d'*Etats d'âme* est infiniment moins dramatique. Les protagonistes prennent simplement un coup de vieux.

Moi, je suis fils de Juifs communistes. J'ai fait ce film de télévision avec la volonté de témoigner. Je tenais à ce que cette histoire soit marquée par la tendresse. Je voulais décrire comment ces gens que j'ai connus gosses, qui sont des gens proches, des gens que j'aimais, l'histoire les lamènerait. Ils vont disparaître de la mémoire, on oubliera complètement qu'il y eut, parmi eux, des purs, animés d'une naïveté aussi grande que leur idéal et dont j'ai envie de dire qu'ils étaient très chouettes.

□ *Revenons à Etats d'âme. Même s'il ne s'entoure pas de cette gravité, le film évoque quelques événements marquants de la période 1981-1986. Lesquels ?*

J. F. — Il y a le 10 mai...

□ *On vous a interdit de tourner place de la Bastille ?*

J. F. — Au départ, on voulait tourner entièrement dans la rue et donc, tout boucler. On nous l'a refusé. Les refus ne sont jamais très clairs. On vous dit : « Ça gêne la circulation. » Je regrette simplement que certains films obtiennent l'autorisation et d'autres pas. Voyant les difficultés, j'ai pensé situer le scénario dans le métro. C'est ce qu'on a fait. Nous avons, de plus, obtenu l'autorisation de tirer un feu d'artifice au-dessus du Génie de la Bastille. Ce qui a permis de restituer une partie de la fête. Pour le Panthéon, on voit des images de télévision. Quant à l'annonce de la poursuite du programme nucléaire, on a demandé à Bernard Langlois de réaliser un faux titre d'« Antenne 2 midi ».

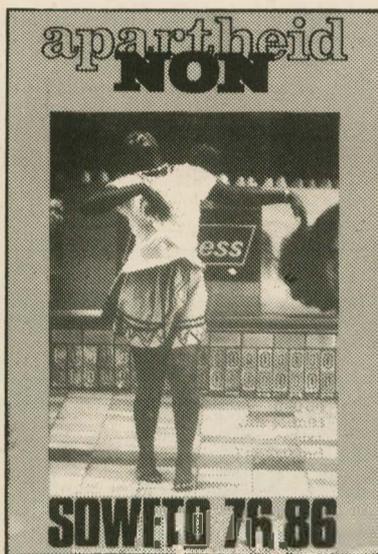
□ *Quel bilan tirer de ces années-là ?*

J. F. — Je change de casquette. Ce n'est plus le réalisateur et scénariste d'*Etats d'âme* qui parle, mais le professionnel. Pour résumer, on est passé à côté de la grande réforme de l'audiovisuel. Et puis, c'est quand même drôle que ce soit la gauche qui appelle Berlusconi. C'est tout le système des télé privées qui est mis en cause.

Propos recueillis par Noémie Mas

# PLONGEE DANS L'HORREUR

## Deux livres sur l'apartheid



Deux témoignages de qualité sur l'Afrique du Sud sont disponibles, depuis le début de cette année, en français. Ils se complètent remarquablement, étant écrits l'un du point de vue de l'intérieur, par une participante de premier plan à la lutte anti-apartheid, l'autre, du point de vue d'un observateur extérieur mais compétent de la société sud-africaine.

Dans la série d'entretiens publiés sous le titre *Une part de mon âme*, Winnie Mandela retrace son itinéraire, sa vie avec Nelson Mandela, quand il était encore libre et depuis qu'il fut condamné à perpétuité, en 1963. Ce témoignage d'une femme qui doit lutter continuellement contre des persécutions à la fois bureaucratiques et policières nous touche d'autant plus que Winnie ne se contente pas d'être l'épouse digne du

plus ancien prisonnier politique. Continuant de vivre au milieu du peuple opprimé d'Afrique du Sud, malgré les tentatives visant à l'isoler, Winnie Mandela est devenue l'une des personnalités politiques sud-africaines les plus en vue dans le mouvement de libération. Ce livre, agrémenté de remarquables portraits d'us, en particulier, à Peter Magubane, le lui rend bien.

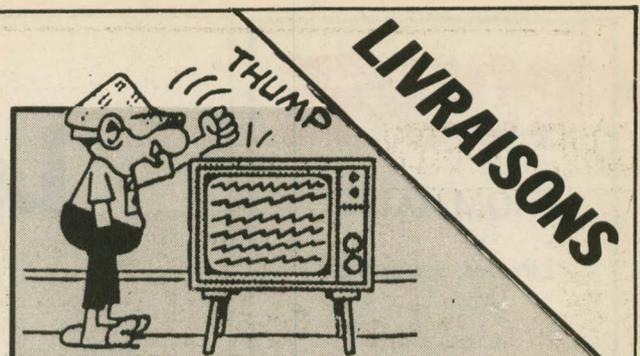
Joseph Lelyveld a été le correspondant permanent du *New-York Times* durant l'année 1966 avant d'être expulsé, puis de retourner en Afrique du Sud pour trois ans, à partir de 1980. Son livre, dont le titre original est bien plus imagé (*Le Pousse ton ombre*, lancé par le golfeur forcément blanc à son caddy forcément noir) que le titre français, est d'une particulière utilité pour le lecteur occidental. Lelyveld retrace ses propres impressions, confronté à

l'apartheid au jour le jour, découvrant la réalité de cette Afrique du Sud que la quasi-totalité de la société blanche ignore ou nie. Son récit, ses anecdotes donnent sa chair à la description minutieuse du système en place au bout du continent africain. L'ouvrage constitue, même du strict point de vue libéral de l'auteur (qui dit ne pas se définir comme un homme de gauche), un excellent contrefeu à la propagande du régime de Pretoria et de ceux qui prétendent que l'apartheid est en voie d'extinction.

Jean-Jacques Laredo

◇ Winnie Mandela, *Une part de mon âme*, éditions du Seuil, 187 pages, 79 francs.

◇ Joseph Lelyveld, *L'Apartheid au jour le jour*, Presses de la cité, 295 pages, 100 francs.



☆ Samedi 20 h 35 (TF 1), « Pour ceux qui aiment... Beethoven », avec le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France. Une soirée exceptionnelle pour la Fête de la musique.

☆ Dimanche 22 h 30 (FR 3), *la Kermesse héroïque*, de Jacques Feyder, avec F. Rosay, J. Murat, L. Jouvet. Peut-être le film le plus fameux de Feyder. Superbe et truculente farce sur la guerre et la lâcheté des hommes. *la Kermesse héroïque* est un pur régal peuplé de merveilleux comédiens et soutenue par une luxueuse mise en scène. A ne pas rater !

☆ Lundi 20 h 35 (TF 1), *Passion sous les tropiques*, de Rudolph Mate, avec R. Mitchum et J. Palance. Une série B assez mollassonne, relevée par de trop rares moments de tension.

☆ Mardi 20 h 40 (TF 1), *le Père Amable*, de C. Santelli d'après Maupassant, avec Fernand Ledoux.

☆ Jeudi 20 h 35 (FR 3), *la Terrasse*, d'Ettore Scola, avec U. Tognazzi, V. Gassmann, M. Mastroianni, S. Reggiani, S. Sandrelli, C. Gravina. Avec une distribution éblouissante, c'est un peu les « frustrés » à l'italienne. Scola est presque aussi féroce que Brétecher, mais il n'arrive pas tout à fait à oublier d'éprouver une secrète sympathie pour ses personnages (j'allais écrire pantins). Trop long, mais « régaland » néanmoins...

☆ Vendredi 22 h 05 (TF 1), Michel Boujenah à l'Olympia.

23 h (A 2), *De Mayerling à Sarajevo*, de Max Ophüls, avec E. Feuillère et G. Dorziat.

Michel Laszlo



Havre, le prétexte d'un conte de fées.



Flagrant désir: huis-clos chez les grands bourgeois.



## CARRE BLANC

Plus ça va, et plus nos « libéraux » ont du mal à cacher le fin fond de leur idéologie... Et côté morale, c'est tout juste une pincée de Royer sur fond de M<sup>re</sup> Lefevre. Qu'on en juge par la dernière du secrétaire d'Etat près du ministre de la Culture, monsieur Hervé de Charrette, chouan, réac et pieux qui, en réponse à la question d'un député RPR sur l'opportunité du rétablissement du carré blanc à la télévision, a eu cette réponse émouvante : « *Les cahiers des charges des chaînes comporteront l'obligation de prévenir le public lorsque des émissions risquent de heurter sa sensibilité, ainsi que celle de diffuser ces émissions à des heures tardives.* »

Résumons pour les durs d'oreille : Langlois au placard, Polac dans le même sac, les émissions dérangeantes aux alentours de 23 h 30, et pour le reste : carré blanc pour tout le monde. Au secours, la connerie est de retour !

M. L.

## CINEMA

□ **HAVRE**, de Juliet Berto. Avec *Neige* et *Cap Canaille*, Juliet Berto s'était révélée une cinéaste originale, capable de dériver aussi bien au fil d'un imaginaire proche d'un certain fantastique social que de s'adosser à des préoccupations « réalistes ». *Havre* est entièrement du côté de l'imaginaire. Les ports et leur population hétéroclite sont de puissants appels à tous les voyages. Une jeune fille, indigène de cette contrée mystérieuse qu'est un port, nous convie à une visite qui va croiser en chemin tous les possibles et tous les improbables. Le scénario est mince mais il

faut le prendre à la légère, comme le prétexte d'un conte de fée, d'un nouvel *Alice au pays des merveilles* hanté par des Chinois et des fous, des Noirs et des marins, tous peuple des rêves et des cauchemars, nomades immobiles de la fiction.

□ **FLAGRANT DESIR**, de Claude Faraldo. Les histoires de huis-clos chez les grands-bourgeois (ici viticulteurs, pardon producteurs de vin, propriétaires d'un « château » dans le Médoc), c'est toujours un peu la même chose : il y a anguille sous roche. Surtout lorsque le branle-bas commence avec un accident qui pourrait bien être un crime. Un flic américain (c'est une coproduction) s'y colle. Faraldo n'oublie que de pren-

dre le recul que, dans ce genre de circonstances, Bunuel ou Chabrol auraient adopté. Il y croit trop. Ce défaut n'est pas toujours sans qualité. Le toc, parfois, y prend l'allure du vrai. Parfois. Faraldo s'apprete à tourner *la Chaîne*, d'après un roman de Michel Drucker (?). Pour situer le genre d'ambition.

## LIVRES

□ **LA TRAGEDIE DE J. ET E. ROSENBERG**, de Roger Pinto. Le procès et la condamnation à mort de Julius et Ethel Rosenberg auront profondément marqué le siècle. Dans les années cinquante, dans un contexte marqué par la guerre froide, le maccar-

thysme et la course aux armements nucléaires (déjà !), leur cas mobilisa des millions d'hommes et de femmes, sur tous les continents. Il est vrai que ce jeune couple de savants atomistes, juifs et communistes, symbolise parfaitement la chasse aux sorcières que des lobbies aussi puissants que le FBI entendaient organiser aux Etats-Unis.

C'est le mérite de l'ouvrage de Roger Pinto, professeur à l'université de Paris I, que de reconstituer l'« affaire » et, sans se prononcer sur la culpabilité des Rosenberg, de démontrer que le procès et sa conclusion constituent un effroyable déni de justice.

◇ Roger Pinto, *la Tragédie de Julius et Ethel Rosenberg*, éditions de l'Encre.

## SOMMAIRE

Libertés, vos papiers !

pages 2, 3, 4.

C'est à dire

page 5

Paris

deux fois plus gros

page 6

Une télé trop libre ?

page 7

Audiovisuel

Privatisables, unissez-vous !

Page 8

Bretons

Les antinucléaires têtus

page 9

Renault

Futurs

reconvertis chômeurs

page 10

Les frontières

à double tour

page 11

Courts métrages

pages 12, 13

Mexique

Derrière les stades... les cimetières

pages 14, 15

Autriche

Une époque s'achève

page 16

Belgique

Lendemain incertains

page 17

Le prix du progrès

pages 18

Fonction publique

Big bang syndical

pages 19, 20, 21

Interview

de Jacques Fansten

page 22

Livraisons

page 23

☆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.

☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).

☆ Composition, impression : Rotographie, Montreuil.

☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.

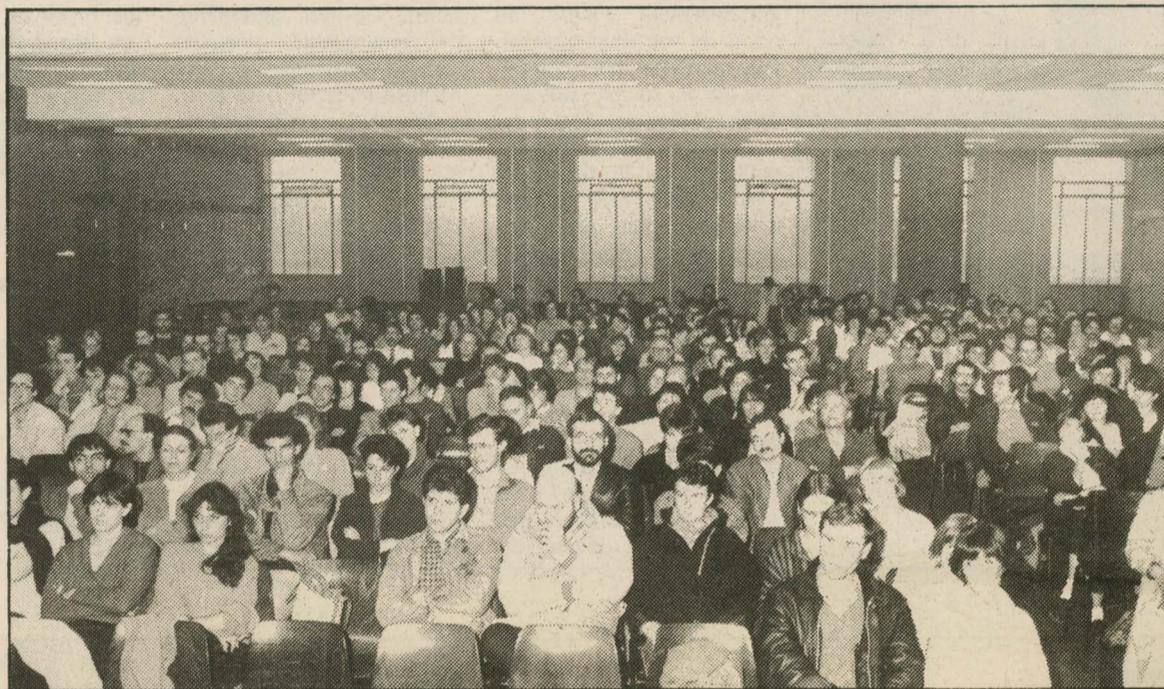
# Le 11 juin à la Mutualité

## Succès

## d'un débat animé

**R**ouge avait invité mercredi dernier 11 juin les participants de la table ronde, publiée la semaine dernière pour l'anniversaire de juin 1936, à débattre en public sur le thème « 1936-1986 ». Que ce mercredi fut le jour précisément de la grève générale de la RATP, qui paralysa totalement les transports publics parisiens, était bien un symbole : celui de la résistance ouvrière face aux attaques patronales, et du combat collectif de classe, qui s'exprima avec la force que l'on sait lors des grèves et des occupations d'usines de cet été 1936. Symbole du lien entre l'histoire des luttes ouvrières, l'actualité sociale quotidienne et les perspectives des combats de demain.

Henri Noguères, ancien président de la Ligue des droits de l'homme et ancien résistant, Maurice Kriegel-Valrimont, ancien député et dirigeant communiste, Didier Motchane, membre du secrétariat national du PS, Charles Michaloux, membre du bureau politique de la LCR et Jacques Kergoat, militant de la LCR, auteur de *la France du Front populaire*, paru récemment aux éditions La Découverte, ont débattu toute la soirée de la genèse du Front populaire, des potentialités révolutionnaires de cette période et du bilan des événements. Le débat, animé par Christian Picquet, directeur du



Une vue partielle de la Mutualité.

journal, fut parfois vif mais toujours fraternel. Si Henri Noguères et Maurice Kriegel-Valrimont voyaient dans l'antifascisme l'élément moteur à l'origine du Front populaire, nos camarades Kergoat et Michaloux insistaient sur la dynamique sociale rapide de la mobilisation antifasciste. Les appréciations divergèrent également selon les orateurs à propos du jugement de Marceau Pivert, « *Tout est possible* », ce qui avait déjà été largement évoqué dans les co-

lonnes de *Rouge* : la « non-intervention » en Espagne constituant une question-clé. Le pacifisme était, contrairement à 1914, un sentiment largement répandu, souligna D. Motchane, la convergence très majoritaire pour approuver ultérieurement Munich en 1936 en étant, à ses yeux, l'indice : l'intervention en Espagne était impossible, face au veto britannique, affirma H. Noguères. Les limites de l'expérience de 1936 sont le résultat de choix politiques des direc-

tions, qui ont conduit à la défaite, rétorqua Michaloux, ouvrant ainsi le débat sur le bilan. De leur côté, H. Noguères, M. Kriegel-Valrimont et D. Motchane récusèrent le terme de défaite : ils préférèrent parler de « limites », tout en soulignant les conquêtes et les avancées que le Front populaire représenta pour la classe ouvrière.

Les cinq cents personnes qui avaient tenu à assister à ce débat, malgré la paralysie des transports publics et la pluie incessante de ce prétendu printemps, écoutèrent avec attention les différents points de vue des orateurs et purent poser leurs questions tout au long de ce débat.

Cette réunion aura été la seule manifestation d'ampleur à l'occasion de l'anniversaire de juin 1936. Pour *Rouge* et la Ligue communiste révolutionnaire, c'est une initiative à réitérer, en organisant, à d'autres occasions, des débats et des tables rondes qui regroupent divers courants du mouvement ouvrier. Car c'est par cette confrontation large d'idées et d'analyses, par la discussion menée sans sectarisme ni unité de façade, que nous contribuerons aussi, comme le souhaitait M. Kriegel-Valrimont à l'issue de la réunion, « à reconstituer une vraie force, un moteur » pour l'action de masse collective.

Natacha Brink

